

Éditorial

Médias : un écosystème en péril

« Saccage managérial », « prime au médiocre », « extension du domaine de la servitude », ces mots extrêmement durs sont tenus par la journaliste Aude Lancelin, dans un entretien fleuve accordé à la revue en ligne Le Comptoir¹. Ancienne directrice adjointe de la rédaction du *Nouvel Observateur* dont elle fut licenciée sans ménagement en 2016, celle-ci relate son expérience dans un livre intitulé *Le monde libre* (Prix Renaudot 2016, publié aux éditions Les Liens qui Libèrent) et dresse un portrait noir des réalités journalistiques contemporaines. Lucide, Lancelin fait surtout le constat terrible d'une « greffe de mœurs néolibérales violentes sur un écosystème journalistique vieillot et bohème ». Greffe qui, comme elle le rappelle par ailleurs, est loin d'être propre au seul milieu des médias.

Une ex-directrice de rédaction d'un des plus grands médias mainstream de Paris qui assène un réquisitoire d'une telle sévérité – mais sans aucun doute tristement juste – au monde de la presse, et ce dans les colonnes d'une revue en ligne dite « alternative »... voilà qui ne manque pas d'être symbolique ! Et qui ne manque pas d'interpeller quant à ce qui se trame réellement derrière les portes des rédactions des fleurons du 4^e pouvoir.

Si la revue *Aide-mémoire* a entrepris de consacrer deux numéros de suite à la question des médias, elle le doit avant tout aux questionnements récurrents qui émergent à l'occasion des rencontres « *Aide-mémoire fait débat* » qu'elle organise avec ses lecteurs après chaque numéro. Consacrées initialement à la thématique du radicalisme et ses multiples déclinaisons, notamment religieuse, ces séances de conversation s'orientèrent toutes progressivement vers un questionnement critique – pour dire le moins – sur le rôle et l'impact des médias sur notre société.

Or force est de constater que ce questionnement est partout prégnant et qu'il n'est pas exempt d'inquiétude quant à l'état réel de notre démocratie au vu des réalités qui semblent petit à petit se faire jour au sujet de ce qui reste considéré, à juste titre, comme l'un des piliers de nos sociétés dites libres. Car si la critique est aisée (« médiocratie », presse de caniveau, fabrique du consentement) et souvent justifiée, il ne s'agit pas non plus d'oublier que le métier de journaliste se pratique dans des conditions de plus en plus précarisées socialement et culturellement, et qu'en-dessous des éditorialistes vedettes se démènent nombre de stagiaires et pigistes qui enchaînent les CDD dans la soute du navire Info.

Le 15 mars 1944, à la veille de la Libération, le Conseil National de la Résistance adoptait à l'unanimité son Programme, intitulé dans sa première édition « *Les Jours Heureux* par le C.N.R. ». Parmi les mesures à appliquer dès la libération du territoire et aux fins d'assurer l'établissement de la démocratie la plus large, le CNR plaçait pour « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

À la lumière du récit d'Aude Lancelin, le programme précité semble se réduire à un vœu pieux... surtout en ce qui concerne l'indépendance vis-à-vis des puissances d'argent. ••

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Médias,
vous
coupables ?



(cc) Malopez21

La fin d'un magistère

Par Olivier Starquit

« L'insupportable sottise des journaux a eu deux causes principales. L'une est que presque toute la presse est aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser. L'autre est qu'en temps de paix les journaux vivent essentiellement des publicités pour les produits de consommation, pour les sociétés de construction immobilière, pour les cosmétiques, etc. ; ils ont donc tout intérêt à maintenir un état d'esprit " le soleil brille " qui incitera les gens à dépenser leur argent. L'optimisme est excellent pour le commerce, et davantage de commerce signifie davantage de publicité. Il faut donc éviter que les gens sachent la vérité sur la situation économique et politique, et détourner leur attention sur les pandas géants, les traversées de la Manche à la nage, les mariages royaux et autres sujets lénifiants. » George Orwell¹

La profession de journaliste a mauvaise presse. En effet, selon l'enquête de Solidarist, les journalistes ne reçoivent la confiance que de 23% de la population. Quelles sont les raisons de la colère ? Qui contrôle l'information ? Les journalistes se bornent-ils à enregistrer les événements ou les coproduisent-ils ?

Les journalistes sont-ils vraiment indépendants ? N'existe-t-il pas une tension entre l'indépendance politique et la dépendance économique ? Enfin, quel est le statut de l'information : est-ce une marchandise ou un bien commun ? Bref panorama de ces questions.

> suite p.6

Des journalistes coupables ?

Par Clara Kerstenne

Aujourd'hui, les journalistes sont désignés par beaucoup comme les responsables de certains maux de la société. Simplification de certains faits, caricature de certaines personnalités, raccourcis trompeurs...

Autant d'éléments qui participeraient à une vision stéréotypée de la société dans laquelle nous vivons, pire qui feraient de nous des individus leurrés voire « entubés ». L'éducation aux médias devient ainsi une discipline en expansion, considérée comme capable de fournir notamment des outils pour décoder l'information et développer chez les individus une approche critique par rapport aux discours des médias.

nous nous intéresserons ici plus particulièrement au discours médiatique proprement dit, mais aussi aux conditions de travail dans lesquelles évoluent les journalistes. Précisons que notre analyse s'attachera essentiellement à la presse écrite quotidienne¹.

Nous évoquerons d'abord deux évolutions du journalisme qui interagissent tout en allant dans une même direction et qui ont des conséquences immédiates sur les conditions de travail de ces professionnels de l'information et, *in fine*, sur le traitement de cette dernière.

Il ne fait nul doute que la critique des médias et l'éducation aux médias ont leur place dans un monde où ils sont devenus notre première source d'information. Toutefois,

> suite p.6

¹ <https://comptoir.org/2017/01/20/aude-lancelin-la-presse-actuelle-est-soumise-a-un-management-par-la-terreur-assume/>

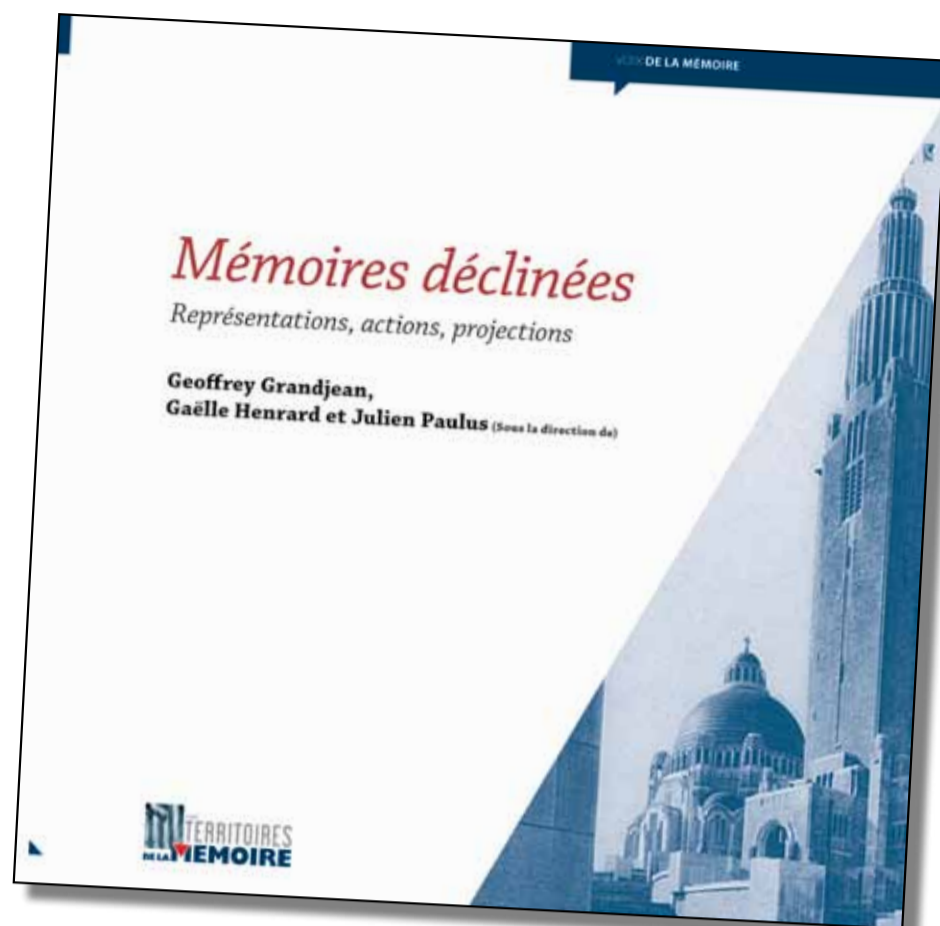
Parution de Mémoires déclinées. Représentations, actions, projections aux éditons des Territoires de la Mémoire (collection « Voix de la mémoire »)

Le 8 mai 2015, un colloque, intitulé « Mémoire(s) et identité(s) : quand le passé bouscule le présent » était organisé à Liège par les Territoires de la Mémoire et l'Université de Liège afin d'interroger les notions de « mémoire » et d'« identité ». À cette occasion, experts et praticiens mémoriels ont eu l'occasion d'exprimer leurs vues et celles de leurs disciplines et réalités respectives quant aux effets que telle ou telle conception du passé pouvait avoir sur les identités individuelles et collectives contemporaines. Le présent ouvrage reprend une partie des exposés présentés lors de ce colloque, augmentés de plusieurs contributions extérieures.

L'objectif de l'ouvrage peut se résumer en une tentative de saisir les diverses manifestations de ce que Cornelius Castoriadis nommait le « ciment invisible tenant ensemble cet immense bric-à-brac de réel, de rationnel et de symbolique qui constitue toute société » et que sont les mémoires collectives. Cette démarche s'effectue selon une déclinaison en trois registres. Les mémoires en tant que représentations, que celles-ci soient d'ordre médiatique, sociologique ou identitaire ; en d'autres termes, ce que les mémoires collectives, leur élaboration et leur usage peuvent dire de nous. Les mémoires en tant que moyens d'actions, allant de l'instrumentation politique et juridique à la commémoration et au travail pédagogique. Enfin, les mémoires en tant que projections, soit les différentes façons par lesquelles les

mémoires collectives peuvent se retrouver projetées dans le débat public, le paysage urbanistique, les combats citoyens d'aujourd'hui et de demain. Représentations, actions, projections apparaissent de fait comme autant de vecteurs utiles à la mise en perspective du champ mémoriel.

La volonté qui anime cet opus relève ainsi de l'exploration – non exhaustive – des diverses déclinaisons par lesquelles le passé, en tant que mémoire(s) collective(s), se déploie au sein du présent mais aussi par lesquelles le présent travaille le passé. Ou, pour paraphraser le philosophe Walter Benjamin, l'objet de ce livre pourrait peut-être se formuler comme une volonté d'observer les diverses constellations que le présent peut former avec le passé.



Une rencontre de présentation de l'ouvrage aura lieu le jeudi 27 avril à 12h, à l'Espace ULg Opéra à Liège, en présence de contributeurs du livre. Cette rencontre sera animée par Jérôme Jamin.

Plus
jamais !
ça

Exposition permanente à **LA CITE MIROIR LIEGE**
SAUVENIÈRE
Place Xavier Neujean 22 à 4000 Liège | Fermé les jours fériés ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier inclus

Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui

www.citemiroir.be | Informations et réservations : 04 230 70 50 - reservation@citemiroir.be

Nouvelle collection aux éditions des Territoires de la Mémoire « À refaire »

La collection « À refaire » vise en priorité à publier des textes méthodologiques qui doivent être compris comme des synthèses de groupes de travail et de réflexion portant sur des thématiques en lien avec celles portées par les Territoires de la Mémoire. Elle permettra de transmettre des expériences de terrain et d'ainsi les rendre mobilisables par d'autres.

Un second aspect, complémentaire au premier, consiste en la sélection et la publication en version commentée de textes anciens

et libres de droit ayant une portée contemporaine de par le sujet traité.

Clin d'œil au volume « Fait et à faire », de Cornelius Castoriadis, et à son « projet d'autonomie » à entendre comme une capacité d'interrogation et de réflexion critique illimitée sur les principes et la société, la collection « À refaire » s'assigne pour objet la reformulation synthétique et critique d'idées anciennes ou modernes, dans une perspective d'éducation permanente.



Recueil *Discriminations... et toi ? et moi ?* (collection « À refaire »)

Ce recueil est le fruit d'un questionnaire sur les perceptions que les habitants de Liège ont des discriminations.

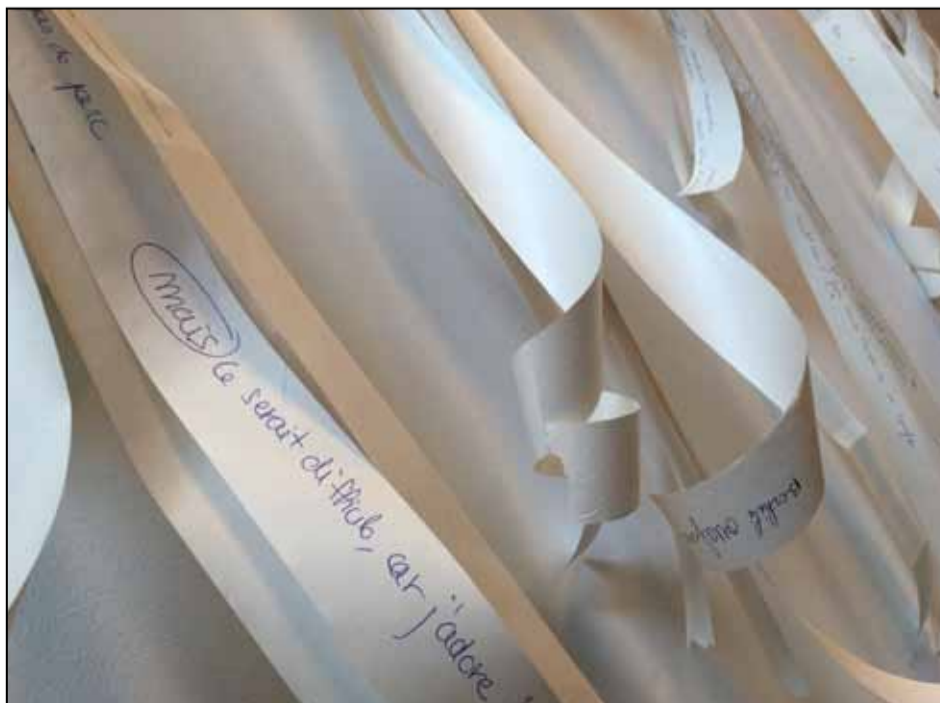
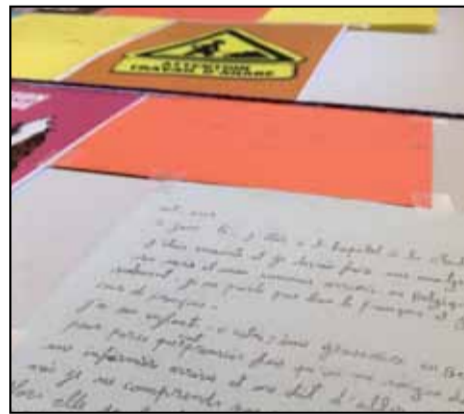
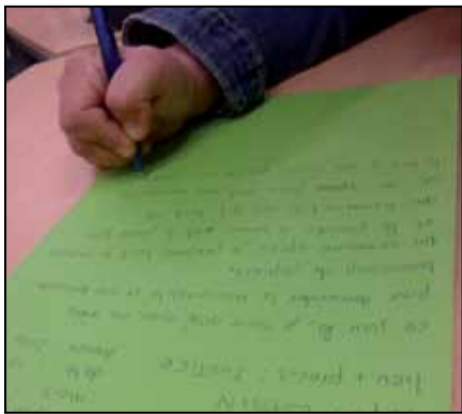
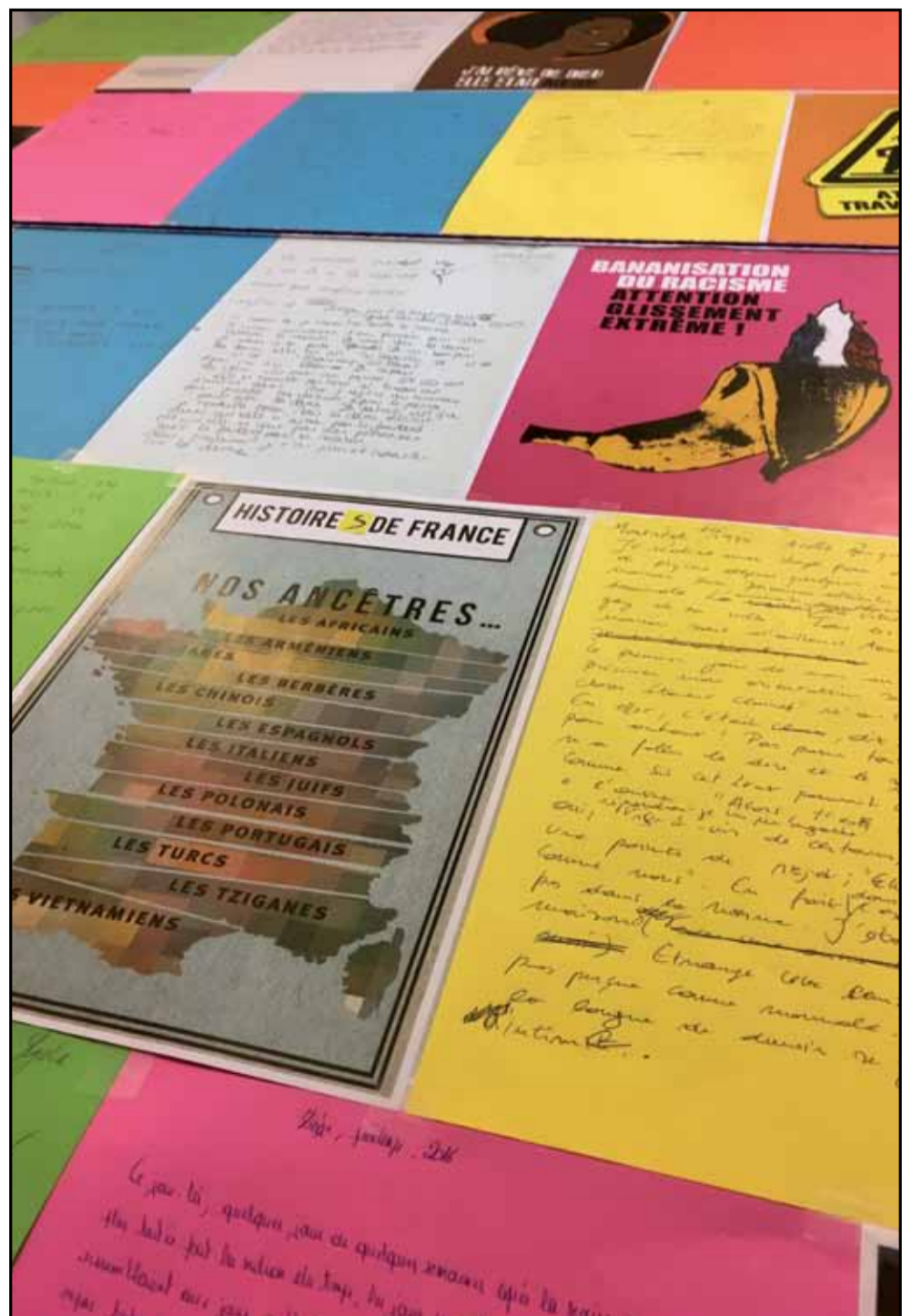
En dehors de l'expression de l'idéologie raciste du rejet de l'autre, qu'en est-il du ressenti, du vécu de ceux qui la subissent, que ce soit à l'administration, dans la rue, dans le bus, aux frontières, à l'école, au travail, dans les files d'attente, en formation, au restaurant, au magasin... ?

Vous trouverez donc ici des textes écrits par des personnes en formation à la Bobine et chez EvA, ainsi que des extraits de spectacles théâtraux auxquels chacun-e était convié-e... et de biens d'autres personnes. Celles-ci ont mis en mots des histoires de vie, des récits relatant des expériences discriminantes.

Merci à tous les partenaires de ce projet et aux auteur-e-s d'avoir partagé un petit morceau de leur vie !

Extrait

« Quand je suis venu en Belgique, j'étais très préoccupé par le nouveau pays, la culture, la langue. Si je tente de vous dire la vérité : je craignais... Comment pouvez-vous recommencer une langue à zéro? Ça signifie que vous allez recommencer toute votre vie, en d'autres termes, que vous avez perdu toute votre éducation parce que vous avez dû prendre votre première leçon de "bonjour". Maintenant, si je ne parle pas encore Français comme je voudrais, je peux demander certaines choses dont j'ai besoin. Il y a beaucoup de vexations quotidiennes que je rencontre dans la rue. Je vais essayer de vous raconter ça. (...) » (Ahmed, p.52)



Parmi le flot des médias tant classiques qu'alternatifs, agonisants, mutants ou émergents, la Belgique a vu la naissance d'un magazine soucieux d'expliquer le plat pays par un journalisme d'investigation exigeant, qui creuse, déterre et met en perspective.

Voilà maintenant plus d'un an que le magazine indépendant *Médor* tient une place dans le paysage médiatique belge suivant un fonctionnement coopératif, démocratique et attentif aux conditions de travail de la profession.

Entretien-récit sur la fabrication d'une information de qualité qui met un point d'honneur au fond et à la forme, aux outils et aux moyens.

Démocratie et fabrication de l'information

Entretien avec Quentin Noirfalisce

Journaliste indépendant, il est un des fondateurs du magazine belge *Médor* et travaille comme pigiste pour différentes publications.

Il est aussi l'auteur du documentaire *Le Ministre des Poubelles* et du documentaire transmedia *Geek Politics* et est co-fondateur de la société de productions Dancing Dog Productions

Aide-mémoire : Pourriez-vous retracer l'historique de *Médor* ? De quels constats ou manquements l'idée de créer ce magazine a-t-elle émergé ?

Quentin Noirfalisce : Ce n'est une surprise pour personne, la situation de la presse en Belgique n'est pas brillante ; les chiffres de vente traduisent d'ailleurs clairement une forme de désaffection. D'un côté, les lecteurs sont assez désorientés face à une profusion d'information dans laquelle il est difficile de faire le tri. De l'autre côté, les journalistes, en particulier les indépendants (dont je suis), voient leurs conditions de travail se détériorer et doivent travailler à des tarifs qui ne permettent plus de s'investir à long terme dans le journalisme. Le nombre croissant de diplômés des écoles de journalisme crée une suroffre sur un marché qui se rétrécit sérieusement, si bien que les médias vont piocher de jeunes journalistes souvent corvéables à merci. Les revenus publicitaires et les abonnements tendent à baisser un peu partout de façon singulière et rares sont les journaux qui se maintiennent bien.

Dans ce contexte, beaucoup de jeunes diplômés pleins de rêves et de zones d'expertise débarquent dans un milieu professionnel où on va leur proposer 100 euros brut la journée comme pigiste en presse locale ou 15 euros la dépêche comme indépendant pour Belga. Du coup, on se retrouve à travailler énormément, sur des sujets qu'on ne maîtrise pas toujours, obligés de faire le grand écart entre les faits divers, la justice et la culture. Les journalistes doivent devenir hyper flexibles¹. Et cette flexibilité, nous, les journalistes à l'origine de *Médor*, avons commencé à en avoir assez. D'une part en raison de l'incertitude professionnelle qu'elle engendre, ensuite par envie de pouvoir disposer du temps nécessaire pour travailler sur nos sujets de prédilection, des sujets d'investigation.

On voit d'ailleurs que l'investigation reprend un peu la main ces dernières années, notamment dans les magazines. Sur base de modèles étrangers sans doute, mais surtout, du constat que la presse doit conserver une réelle valeur ajoutée qu'elle a eu tendance à perdre avec l'explosion du numérique. Il existe aujourd'hui une foule de blogs spécialisés souvent plus intéressants à lire que le travail d'un journaliste qui fait 18h par jour et doit couvrir des rubriques très différentes. Ce genre de blogs, écrits par des passionnés sans contrainte de temps puisque ce n'est pas leur source de revenus, ont une valeur ajoutée que l'on ne retrouve plus vraiment dans la presse. Or l'investigation, ce n'est généralement pas une passion : du coup c'est dans ce domaine-là qu'à mon avis le journalisme peut encore avoir une valeur ajoutée... à travers la valorisation de nos compétences, de notre formation, de notre expérience, de notre carnet d'adresse, de la confiance de nos sources.

C'est l'idée qui a fait naître *Médor* : nous voulions refaire un magazine d'investigation qui soit aussi un lieu où l'on réfléchit aux conditions de travail et aux conditions de production autant formelles et esthétiques que purement financières, en trouvant des manières de rétribution, donc de reconnaissance, et une forme de pilotage qui manque parfois dans certains médias. De là a émergé l'idée de mettre la main à la pâte plutôt que de rester dans la plainte des conditions de production, et de tester un magazine papier, propice aux articles longs. Puis la mayonnaise a commencé à prendre entre les personnes, une quinzaine de journalistes au départ, et autour du projet de remise à l'honneur du journalisme d'investigation.

Aide-mémoire : Justement, on sait que l'investigation coûte cher, pourriez-vous nous dire quelques mots sur le mode de financement de *Médor* ?

Quentin Noirfalisce : *Médor* est organisé en coopérative, car nous ne voulions pas d'une société anonyme ou d'un modèle d'organisation pyramidale. Au départ, nous avons lancé une campagne de pré-abonnement en organisant des soirées « *médorware* », qui a permis de réaliser les deux premiers numéros. En comptant que sur base de ces deux numéros nous pourrions financer le reste. Nous avons aussi été épaulés par le CREDAL (organisme de financement tourné entre autres vers les coopératives). Mais nous avons tout de même dû opérer des choix par la suite, et tailler



dans certains postes. Même si dans le paysage actuel on ne paie pas mal, de notre point de vue notre modèle n'est pas encore idéal car nous ne pouvons pas encore rémunérer suffisamment les journalistes en regard du travail demandé.

Aide-mémoire : Peu de magazines survivent sans les revenus générés par la publicité. Quel est votre rapport à la pub ?

Quentin Noirfalisce : On consacre six pages maximum à la pub par numéro. Nous ne refusons pas les pubs par principe dans la mesure où elles représentent un dixième de notre budget. Cependant on les filtre : il s'agit principalement de partenariats culturels, coopératives, écoles, etc. Mais avec certaines limites : on tâche de sélectionner les pubs visuellement intéressantes, et on n'accordera jamais par

exemple une page juste avant le sommaire comme cela se fait dans la plupart des magazines.

Aide-mémoire : Peut-on considérer *Médor* comme un projet économiquement viable ?

Quentin Noirfalisce : Pour le moment oui, le projet est économiquement viable. *Médor* se vend bien mais on ne peut pas non plus compter sur une viabilité à 5 ans avec des possibilités d'investissement. Or, justement en matière d'investigation l'idéal est de pouvoir lancer des enquêtes au long cours. On commence tout doucement à le faire, mais ce n'est pas évident dans la mesure où il n'y a pas énormément de sources de financement. Il y a bien le Fonds pour le journalisme, financement privilégié pour l'enquête en Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais son financement est principalement tourné vers l'international, alors que *Médor* se consacre exclusivement à la Belgique. On se trouve donc sur un petit territoire avec un public-cible plus restreint. Cela présente l'avantage de ne pas se trouver noyés dans l'offre comme en France mais cela signifie aussi qu'il ne faut pas manquer ce public-cible.

Aide-mémoire : Quel est justement le public que vous tentez de cibler ?

Quentin Noirfalisce : À l'origine, l'idée était de créer un magazine généraliste avec des sujets qui intéressent l'ensemble de la société, qui propose des enquêtes de qualité dans tous les secteurs, aussi bien en sport qu'en culture, à destination du public le plus large possible. Mais le public cible s'impose aussi par les critères du magazine, notamment son coût (60 euros par an et 17 euros par numéro en librairie). Ce qui signifie que *Médor*, malgré une volonté d'ancrage populaire, touche un public plutôt aisé, plutôt éduqué, bien qu'on ait lancé des initiatives comme le prix de 5 euros pour les articles 27. On a bien conscience de cette inadéquation entre la volonté de s'adresser à un public très large et la capacité d'assumer les coûts du magazine qui ne sont pas compressibles. C'est un peu l'équation impossible à résoudre... Mais on tâche de faire découvrir le magazine à d'autres publics, en le présentant dans des lieux ou des médias populaires comme la radio, dans les bibliothèques, les ASBL, les centres culturels, etc. L'autre aspect de la question, c'est comment rendre le contenu accessible d'autres manières : on tâche par exemple de produire des textes pas trop ennuyeux ou trop compliqués. On propose aussi une rubrique « Le moment flamand » qui traduit un article issu de la presse flamande en recontextualisant pour les lecteurs moins avertis. Mais rendre le magazine moins cher pour le rendre plus accessible, cela veut dire inmanquablement rogner sur nos principes : l'imprimer en Pologne, ou gagner sur des marges qui justement déforceraient notre message.

Aide-mémoire : Qu'en est-il de votre mode de fonctionnement participatif et de la tournante de la rédaction en chef ?

Quentin Noirfalisce : Sur cette question on n'a pas encore vraiment trouvé de solution idéale. On ne voulait pas d'un fonctionnement hiérarchique et fixe avec un rédacteur en chef, un rédac-

teur en chef adjoint, des chefs de rubrique, etc. Nous visions un système souple, d'une part parce qu'on était pour la plupart *freelance* et que personne ne voulait être rédacteur en chef de manière permanente et d'autre part pour éviter le phénomène d'usure lié à un rédacteur en chef qui reste longtemps en poste. Nous voulions miser sur le renouvellement du regard, particulièrement important dans le cadre d'un magazine trimestriel. C'est l'avantage d'une rédaction en chef tournante : des aspirations différentes, des envies de genres journalistiques différents. Certains adorent l'investigation pointue, d'autres préfèrent le reportage. Et cela reflète probablement la diversité des goûts de notre lectorat : tout le monde n'a pas envie de lire un article d'investigation de 30.000 signes.

Quant à notre mode de fonctionnement collaboratif, chaque numéro est toujours mené par deux personnes : un pilote et un copilote. Le pilote peut être amené à trancher lorsqu'on ne parvient pas au consensus. On travaille avec quatre ou cinq graphistes *freelance* et ce que nous appelons des « pilotes punk » : ce sont les directeurs artistiques qui vont donner une identité graphique au numéro. Ensuite, il y a des porteurs de rubriques, parfois récurrents, qui sont plutôt des journalistes externes *freelance*. Enfin, le gros du magazine est réalisé par les fondateurs mais pas exclusivement. On est ouverts à tout type de collaborations. À la seule condition que cela reste du journalisme non éditorialisant : on ne publie ni éditorial ni carte blanche.

Aide-mémoire : Dans quelle mesure votre mode de fonctionnement constitue-t-il une garantie d'indépendance par rapport à d'autres médias ? Fonctionnement participatif et démocratique ?

Quentin Noirfalisce : À la différence des autres médias, nos actionnaires, ce sont nos coopérateurs. Un homme égal une voix. Un coopérateur à un million d'euros (même si on n'en a pas) aura le même poids qu'un coopérateur à 20 euros (équivalent au coût d'une part dans la coopérative). Cela garantit que tout ce qui est rédactionnel reste indépendant du conseil d'administration et des coopérateurs. Ceux-ci se réunissent une fois par an et peuvent s'ils le souhaitent participer à des choix plus stratégiques tels que le poids de la publicité, le passage à la version numérique, etc. Ils participent également à la gestion : approuver les comptes, décider de l'attribution des bénéfices éventuels... Le coopérateur n'est jamais investi dans le rédactionnel, à la différence d'une coopérative laitière par exemple où les coopérateurs sont investis dans la qualité du lait. Et c'est cela qui garantit notre indépendance. Quant au CA, il est principalement consulté sur des questions de gestion quotidienne, et les journalistes y demeurent majoritaires.

Aide-mémoire : Concrètement, en quoi les conditions de travail diffèrent-elles à *Médor* par rapport à d'autres médias, type *Le Soir* par exemple ?

Quentin Noirfalisce : Il est difficile de dresser un portrait-robot, cela dépend entre autres du statut, salarié ou *freelance*. Un *freelance* chez *Médor* sera sans doute mieux payé qu'au *Soir*. Mais ce n'est pas le même genre de journalisme. Au *Soir*, il faut être réactif, se rendre très vite sur le terrain et être capable de boucler une page, soit 12.000 signes, sur une journée. *Médor*, c'est une démarche plus lente, du *slow journalism*. D'abord réfléchir à ses sources, lire en profondeur sur tel sujet, dresser la liste des sources potentielles, fixer des rendez-vous préliminaires... *Médor* réclame plus de travail d'écriture, puisqu'on a plus de temps, et il n'est pas rare qu'on fasse jusqu'à cinq aller-retour entre le journaliste et l'éditeur. Notre journaliste doit aussi penser son article en collaboration avec un auteur graphique, dessinateur ou photographe : un sujet de treize pages a intérêt à tenir la route visuellement ! Et puis le rapport est un peu plus proche, on a davantage de temps pour discuter et plus de liberté dans les sujets ou en tout cas dans leur traitement. Il y a toujours plein de bons journalistes aujourd'hui, mais souvent les conditions de travail font qu'ils n'ont pas forcément la place pour s'exprimer.

Entretien réalisé par Jenifer Devresse et Gaëlle Henrard

¹ Voir à ce sujet la thèse d'Olivier Standaert sur le journalisme flexible.

Les sept journaux clandestins de Terezin

Par Raphaël Schraepen

« Jadis, j'étais un enfant. Il y a deux ans de cela... »

Il est évident que ce n'est pas là moi qui parle. Il ne s'agit pas non plus de la déclaration d'un adolescent mal dans sa peau, dont la jeune âme n'aurait pas encore assimilé les aspects les plus mélodramatiques de la poésie romantique. Non, il s'agit bien là d'un constat amer et réaliste. Ces mots qui font mal, c'est pourtant bien un jeune garçon de 14 ans, Hanuš Hachenburg, qui les a écrits au début de la deuxième strophe de son poème *Terezin*, écrit en 1943 pour et dans l'hebdomadaire *Vedem*, l'un des sept journaux clandestins qui ont été créés à la ville-prison de Terezin (en allemand : Theresienstadt) par des auteurs pour la plupart à peine sortis de l'enfance.

Le moins spectaculaire, mais peut-être le plus émouvant, est *Hlas pudy*, c'est-à-dire « La Voix du Grenier », créé par les jeunes mamans du bloc Q306. Sur des feuilles de cahier ou du papier de récupération, elles ont principalement écrit des conseils d'hygiène, conseils non seulement utiles mais aussi indispensables dans un milieu favorable à la maladie, première cause de mortalité à Terezin dès que les exécutions sommaires y furent supprimées. *Hlas pudy* comportait beaucoup d'illustrations réalisées non seulement par les prisonnières mais aussi par leurs jeunes enfants, fiers de participer à cette entreprise. Il y eut aussi *Noviny*, « Le Journal », tout simplement, dont on a conservé quelques couvertures illustrées, entre autres, à la gouache. *Noviny* fut créé par des garçons et connut 12 numéros en 1944. Un dessin, particulièrement, montre un avion et un parachutiste alliés. Un dessin dangereux – rien que ce dessin pouvait conduire son auteur au « transport » pour Auschwitz ! –, porteur de sens et de résistance, parmi des dizaines d'autres, répartis sur les sept magazines. Deux autres journaux réalisés par des garçons : *Domov*, « le Foyer », dont on ne sait pratiquement rien. Dix numéros entre décembre 1943 et mai 1944. On a davantage de traces en ce qui concerne *Rim Rim Rim*. Ce sont les premiers mots d'une chanson populaire chez les jeunes qui commençait plus ou moins comme ceci : « Rim rim rim volent les aigles. » On compte 24 numéros de février 1944 jusqu'au dernier, inachevé, en septembre de la même année. Âge des participants : de 10 à 15 ans.

Viennent maintenant trois périodiques plus ambitieux, et par là-même, plus dangereux pour leurs auteurs. *Kamarád*, d'abord. Déjà le nom donne une indication sur le contenu engagé du journal. Ce sont les garçons du dortoir A du bâtiment 609 qui l'animent et ils créeront 22 numéros échelonnés entre octobre 1943 et le 15 septembre 1944. C'est à peine 13 jours plus tard que commenceront les « transports » de 18000 habitants juifs de Terezin vers Auschwitz, pour la plupart gazés et parmi lesquels la quasi-totalité des artistes et intellectuels, mais aussi nombre de jeunes, de la ville-prison. C'est dire que *Kamarád* aura tenu et résisté jusqu'au bout – tout comme *Rim Rim Rim*.

C'est un jeune éducateur né en 1919, Karel Berman, qui parraîra en quelque sorte ce journal. On ne sait si c'est lui qui trouva son nom – probablement pas. Ce militant, résistant, homme de gauche, n'aurait sans doute pas voulu mettre en danger de mort ces adolescents âgés de 12 à 14 ans à peine. Karel Berman illustre à merveille le fait que les actes destinés au maintien ou à la restauration de la dignité humaine ne se faisaient pas indépendamment les uns des autres. En effet, outre sa tâche officielle mais assumée d'éducateur, Berman participait à la vie artistique et musicale de Terezin. Il y a composé deux œuvres, *Terezin Suite* pour piano et *Poupata*, cycle de sept mélodies pour voix et piano qu'il a chantées lui-même sur place.

Dès la présentation, on voit que *Kamarád* est mû par la volonté de ses créateurs de présenter un « vrai » journal : mise en page soignée, un sommaire, alors que – comme tous les périodiques clandestins – chaque numéro n'existe qu'en un seul exemplaire. Son rédacteur en chef, c'est Ivan Polak, né en 1929, donc âgé de 14 ans lors des débuts du journal. Qu'y trouve-t-on ? Beaucoup de feuilletons d'aventures, des westerns, des héros qui parcourent l'Amérique du Sud ou la Laponie. Il y a aussi une bande dessinée « à suivre », une histoire de course automobile, créée par le redac-chef, Ivan Polak, qui signe du pseudonyme de Zgebanina, c'est-à-dire « cadavre ». Mais il y a plus : on y trouve aussi des articles sur l'économie, la médecine – écrits par certains éducateurs –, un des jeunes crée des mots croisés, et il y a aussi la rubrique « Les Garçons du Foyer » qui fournit des conseils utiles à cette vie anormale, et sert aussi de forum destiné à amenuiser les tensions.

Le sort de ces garçons sera tragique. Ivan Polak sera déporté à Birkenau, pour revenir à Dachau où il mourra en 1945, peu avant ses 16 ans. L'éducateur Karel Berman participera aux tristement célèbres marches de la mort. Il y survivra. Ce qu'il écrivit plus tard sur cette période glorieuse des sangs¹. Dans le même temps, ce témoignage est une leçon de vie. Berman fera finalement une carrière de chef d'orchestre et de chanteur lyrique, interprétant des rôles, notamment celui de Leporello dans le *Dion Giovanni* de Mozart. Il s'éteindra en 1995, 50 ans après sa libération.

Après *Kamarád*, voici *Bonaco* ! On connaît moins les rédactrices de ce périodique qui ne connut que six numéros entre janvier et juin 1944 – le numéro 5 est perdu, sans doute à tout jamais. J'ai bien dit : rédactrices ! Jusqu'il y a peu, on pensait

que seuls les garçons avaient résisté de cette façon. Il n'en est donc rien. *Bonaco* a été rédigé et illustré par les adolescentes du foyer XI du bâtiment L414. *Bonaco* est un acronyme qui signifie « *Bordel na koleckách* », c'est-à-dire « Bordel à roulettes ». Ah, elle est loin de Terezin, l'imagerie d'Épinal des jeunes filles aux joues roses et en socquettes blanches. Ce nom, *Bonaco*, illustre certainement la perte de l'innocence enfantine dans ce contexte suffocant, mais il induit aussi une forme réelle de résistance. De tous les journaux de Terezin, *Bonaco* est de loin le plus soigné. Les jeunes filles montrent un talent graphique incroyable pour leur jeune âge. Les couvertures réalisées à l'aquarelle sont d'une beauté et d'une maturité saisissantes. On y rencontre aussi un véritable *leitmotiv* : quitter Terezin et retourner à Prague ! Et ce, même si l'enfance et surtout l'innocence sont à jamais perdues. Souvenez-vous de cette phrase de Hanuš Hachenburg : « Jadis, j'étais un enfant... il y a deux ans de cela... ». Hanuš fut un rédacteur de *Vedem*, le septième et dernier journal clandestin évoqué ici.

Vedem, qui pourrait se traduire par « On mène » ou « On est en tête », constitue le témoignage le plus riche de cette résistance par le crayon ou le pinceau et, on va le voir, son importance dépasse la simple notion de journal. *Vedem* n'aurait pas pu exister sans deux êtres humains qui ne se seraient peut-être pas rencontrés dans un autre contexte. Le plus jeune, c'est Petr Ginz, né en 1928. Il provient d'une famille juive de Prague, aisée et cultivée. On y parle volontiers l'espéranto lors des dîners vespéraux. Il est le fils aîné d'une petite fratrie puisqu'il n'a qu'une sœur cadette, Chava. Très tôt, Petr se réalise dans la littérature et dans le dessin. Il dévore les romans de Jules Verne, les illustre pour son propre plaisir et écrit des nouvelles dans ce style alors qu'il n'a pas encore atteint l'adolescence. Il tient également un journal intime². En août 1942, toute la famille Ginz est enfermée à Terezin et ses quatre membres séparés. Petr sombre alors dans un profond abattement. Il a 14 ans.

L'autre être humain est un adulte, jeune encore, né en 1913 : Valtr Eisinger. C'est un intellectuel inscrit dans la société, professeur de littérature dans un lycée, fortement marqué à gauche. Mais c'est néanmoins en tant que juif qu'il aboutit à Terezin en 1942. Il a alors 29 ans. Le Conseil juif à moitié fantôme de Terezin – il a été imposé par les nazis dans un but de propagande et de contrôle, ses membres ayant été choisis parmi les plus dociles et les plus conservateurs – confie à des adultes le soin d'encadrer les adolescents dans chaque bloc. Eisinger a en charge le bloc I du foyer L417, là où se trouve notamment Petr Ginz.

Il a alors une idée incroyable pour fédérer ces jeunes ados et aussi les empêcher de sombrer dans le désespoir : avec eux, il fonde une « république » clandestine, une république indépendante du reste du monde. Son nom : la République de Škid. « Škid » est l'acronyme de ce qu'on pourrait traduire en français par « École d'éducation sociale et individuelle Dostoïevski », expérience soviétique de 1927. Škid était aussi le nom d'une république imaginaire de romans populaires destinés à la jeunesse dans les années 1920. Le côté en apparence ludique de l'initiative dissimule donc en fait une entreprise de réappropriation de soi. Cette république aura son organe de presse, *Vedem*, périodique hebdomadaire ! Et ce dès décembre 1942. Le président élu de la République de Škid, le jeune Walter Roth, y écrit dans le n°2 la « Déclaration officielle de notre auto-administration ». Il dit notamment ceci : « Nous ne voulons plus être quelques garçons que le hasard a groupés et qui vivent passivement le destin qu'on leur a imposé. Nous voulons créer une communauté active et consciente de jeunes et, à l'aide de notre travail et par notre discipline, transformer notre sort en une réalité joyeuse et consciente. »

Petr Ginz sera un des rédacteurs les plus enthousiastes et les plus prolifiques de *Vedem* et, très vite, son rédacteur en chef. On y trouve des nouvelles, des poèmes, des aquarelles, des feuilletons, mais aussi des articles techniques, une rubrique de conciliation (« Louanges et reproches »), et également des cours normalement interdits puisque certains éducateurs mettent la main à la pâte. L'humour est loin d'être absent, comme le montre ce quatrain d'un jeune rédacteur, Josef Taussig :

L'amour sous les trombes d'eau

*Ma chérie, j'aimerais tant t'embrasser
Mais tu es emmitoufflée des cheveux aux ortels
Cinq culottes, deux robes, une cape et un chapeau
Comment est-ce qu'un gars peut enlacer tout ça ?*

Le jeune Petr Ginz était tellement impliqué dans *Vedem* qu'il imposait même à ses camarades les moins doués de participer au journal. « Mais, Petr, dit l'un, je sais pas écrire, moi, je veux être apprenti en menuiserie. » « Eh ben, t'écris sur la menuiserie, et moi je corrigerai tes fautes. Allez, hop ! ». Les jeunes rédacteurs de *Vedem* réalisaient aussi des interviews de certains détenus ou s'introduisaient en cachette dans des zones plus ou moins interdites. Cela nous vaut des documents très précieux sur ce qui se passait vraiment à Terezin. Ainsi, Sidney Taussig a réalisé un dessin « technique » du crématoire !

Ce Sidney Taussig vit toujours, et c'est grâce à lui que TOUT *Vedem* a été sauvé de l'oubli. Il y eut en tout 79 numéros ! Le journal a donc été écrit et dessiné chaque semaine, sauf une !

En contrepartie, le numéro suivant fut double ! Sidney Taussig est un des rares jeunes à être resté jusqu'au bout à Terezin. Quand le chaos nazi fut à son comble, au printemps 1945, il eut l'idée d'empiler les 79 numéros – 800 pages ! – et de les enterrer. Peu après sa libération, Sidney est revenu sur place avec son père et ils ont exhumé le tout. Seule la page 1 du numéro 1 a été endommagée ! Les 79 numéros de *Vedem* sont conservés au musée de Terezin qui est redevenue une ville « normale » depuis 1946.

« Jadis, j'étais un enfant... » C'est donc un extrait d'un poème écrit par Hanuš Hachenburg pour *Vedem*. En consultant les numéros du journal, la metteuse en scène française Claire Audhuy eut la stupéfaction de voir dans un des numéros une pièce de théâtre, complète, écrite par Hanuš : *On a besoin d'un fantôme*³. Une amie tchèque la lui traduisit et Claire Audhuy la mit en scène à Strasbourg en 2014 avec uniquement des adolescents dans la distribution. C'est une fable macabre et absurde qui montre une maturité incroyable chez un auteur qui n'avait pas 14 ans. Elle présente le dictateur Analphabète 1er, un roi fou qui veut former un fantôme à partir des ossements des vieillards afin d'épouvanter et soumettre la population. Analphabète 1er bombarde ses sbires de distinctions honorifiques bouffonnes, comme « Sur-commandant en chef supérieur de la sous-section ». Dans cette pièce, on rencontre également l'ambassadeur du Vatican qui déplore qu'on ait profané la « Basilique de la Vierge Marie Possédée » et parle du « reliquaire argenté représentant la Vierge Marie qui lave les caleçons de Saint-Joseph ».

Hanuš Hachenburg n'était donc plus en enfant lorsqu'il fut assassiné à Auschwitz en 1944, à l'âge de 15 ans. Petr Ginz et sa famille y furent également déportés. Tous assassinés en 1944, sauf sa petite soeur Chava qui vit toujours, a permis la publication du journal de son frère et maintient la mémoire de *Vedem*. Valtr Eisinger, le protecteur de la République de Škid, est décédé le 15 janvier 1945 près de Buchenwald, lors d'une marche de la mort. Sur la centaine de rédacteur de *Vedem*, seuls 15 ont survécu et quatre sont encore parmi nous, dont le « sauveur » des pages, Sidney Taussig, et George Brady qui, en 2014, a écrit une émouvante préface à l'édition française de la pièce de son camarade « škidiste » (le terme est de lui) Hanuš Hachenburg : *On a besoin d'un fantôme*.

Un projet liégeois est en cours, la pièce de Hachenburg serait jouée par des élèves de l'enseignement secondaire. J'ai pu me réjouir de leur enthousiasme à l'idée de participer à cette expérience. Une brève esquisse biographique de l'auteur me paraît du coup pas inutile. Hanuš Hachenburg naît le 12 juillet 1929 à Prague dans une famille aisée. Il écrit de lui dans *Vedem*, en 1943 : « Enfant, je fus assez gâté, avec des idées et un comportement étranges, je dédaignais la piètre populace et je grandis dans le luxe. » Orphelin de père à l'âge de huit ans, et en dépit d'une situation financière décente, il est placé par sa mère dans un orphelinat en 1937, probablement l'orphelinat juif HaGibor où les enfants recevaient une éducation de haut niveau. Se liant peu, passionné de littérature, il lit beaucoup et se met à écrire des poèmes.

Le 24 octobre 1942, avec sa mère, il est enfermé à Terezin. Valtr Eisinger le remarque et l'encourage à participer au projet « *Vedem* ». Ses poèmes, noirs et parfois volontairement grotesques, indiquent une maturité artistique étonnante. C'est dans ce journal également qu'il « publie » sa pièce de théâtre *On a besoin d'un fantôme*, laquelle ne sera jamais jouée sur place, mais lue en soirée. Le 18 décembre 1943, il fait partie d'un convoi de déportés vers Auschwitz et le camp d'extermination de Birkenau. Il y survivra quelques mois, bénéficiant d'un sursis assez particulier. En effet, une partie de ce camp était réservé aux familles juives tchèques, dont le sort était suspendu, plus pour des raisons tactiques qu'humanitaires. Il continue d'y écrire. Des survivants parlent d'un poème, *Gong*, qui eut un énorme succès par la bouche à oreille. Il n'existe à ce jour aucune trace écrite de cette œuvre. En 1944, le « camp des familles » est liquidé et ses 7000 occupants envoyés en chambre à gaz. Hanuš Hachenburg meurt assassiné le 10 juillet 1944, soit deux jours avant son quinzième anniversaire.

J'aimerais terminer en citant Petr Ginz qui évoque le logement du sculpteur aveugle Berthold Ordner. La dernière phrase ne peut que nous interpellier. « Une pièce dans les entrailles d'un bastion avec une puanteur de latrines, peu de lumière, un cloaque physique et mental. L'on peut à peine y manger, dormir, et que peut-il y avoir d'autre ? Une vie intellectuelle ? Peut-il exister dans ces recoins souterrains autre chose qu'un simple instinct animal ? Oui, cela est encore possible. La graine de la pensée créative ne périt pas malgré la boue et la fange. Là-même, elle germe et fleurit comme une étoile brillant dans les ténèbres. »

¹ Voir Joža Karas, *La Musique à Terezin – 1941-1945*, Paris, Gallimard, 1993, pp.172-177.

² Petr Ginz (et Chava Pressburger), *Journal (1941-1942)*, Paris, Seuil, 2010.

³ Hanuš Hachenburg, *On a besoin d'un fantôme*, Strasbourg, Rodéo d'âme, 2015.



La fabrication des évènements²

Au fur et à mesure de son développement, la presse a rendu compte d'évènements qui n'existaient ni par elle, ni pour elle. Puis, petit à petit, la situation a évolué. Le journalisme qui « était un art des mots et de l'intelligence [...] [est devenu] une fabrique industrielle d'évènements jetables, pleine de bruit et de fureur et qui ne signifie rien³ ».

Petit à petit, la presse de référence a vu l'information audiovisuelle s'imposer à l'ensemble du champ journalistique et la création de l'évènement est devenue un véritable enjeu : chaque entreprise s'est dotée de spécialistes en communication qui sont désormais plus nombreux que les journalistes (chacune, du syndicat à la petite association, met en place dorénavant un plan com' lors du lancement d'un projet). Bienvenue dans le monde des *spin doctors* ! Évidemment, « pour qu'il y ait évènement médiatique, il faut qu'il y ait synchronisation et focalisation des choix de l'ensemble des journalistes sur le champ⁴ ». Cette fabrication de l'évènement est elle-même à l'origine d'une certaine méfiance des usagers, puisqu'un journal, « à travers ses choix, sa mise en page, la taille de ses titres, non seulement véhicule un point de vue sur le monde social, mais plus encore le légitime implicitement⁵ » (la couverture médiatique du FN en France est, à ce sujet, assez interpellante), d'autant plus que comme le rappelle la revue *L'intérêt général*, « 52,7 % des étudiants en journalisme ont un père cadre supérieur. Faire la critique des médias implique de prendre en compte la composition sociale inégalitaire de la profession⁶ ». Et puisque l'information est davantage considérée comme une marchandise (nous y reviendrons) et est traitée et fabriquée par des grands groupes propriétaires des organes de presse, certains phénomènes sont venus altérer sa qualité, citons en vrac : « une logique industrielle centrée sur la diminution des coûts et l'augmentation de la rentabilité [qui] se traduit par une nette intensification du travail, [...] le développement de la polyvalence, la révolution technologique et les difficultés économiques du secteur servent à justifier l'entreprise de déstabilisation de la profession⁷ ». Outre cette dégradation des conditions de travail et cette emprise des groupes industriels et financiers, le facteur temps joue aussi un rôle :

l'accélération du rapport au temps est une caractéristique majeure du journalisme aujourd'hui ; il faut couvrir une information le plus vite possible, la recycler en continu notamment par la réécriture de dépêches rapidement mises en musique, ce qui ouvre bien évidemment la porte aux erreurs factuelles. Il n'est plus possible de produire une information dans le temps long. Les logiques du marché obligent les journalistes à renouveler sans cesse l'information, produite à flux tendu.

Ainsi, pour gagner du temps, les sondages en viennent à remplacer partiellement les enquêtes de terrain et transforment « les journalistes en commentateurs improvisés des sondages composés majoritairement de questions naïves et sans intérêt⁸ ». Et ceci n'est pas sans conséquences : « grâce aux sondages, les journalistes prétendent parler au nom du peuple et imposent aux politiques les questions que se pose ce peuple, à savoir celles que posent les sondeurs⁹ ». Pour le dire autrement, « l'opinion publique c'est le peuple mis en spectacle et en marchandise dont les sondages (d'opinion) donnent l'image, l'image d'une masse "radiographiée", faute de pouvoir en entendre la parole et de la prendre en considération. Les sondages d'opinion sont les dispositifs par lesquels la parole populaire – la *vox populi* – est invitée à se taire en répondant à des questionnaires qui ne mesurent que ces humeurs du jour¹⁰ ». Toutes ces évolutions témoignent d'un mépris pour la profession, pour la qualité de l'information et de son rôle dans une société démocratique. Par ailleurs, il n'est pas exclu de penser qu'à terme, « les problèmes du journalisme traditionnel se poseront aussi aux nouvelles formes d'information numérique : marchandisation et publicité, pressions à la baisse sur les coûts et concentration, quasi-monopole de la mise en scène de la vie politique¹¹ ».

La logique du nombre devient le principe de jugement universel.

d'usage et la valeur d'échange de l'information. Rappelons que la valeur d'usage est l'utilité concrète du bien. Elle est donnée par la nature et la quantité de la marchandise. La valeur d'échange est une propriété de la marchandise qui permet de la confronter avec d'autres marchandises sur le marché en vue de l'échange. L'information est ainsi un bien public culturel produit comme une marchandise : elle est périssable et immédiatement vendable, ce qui tire la qualité de l'information vers le bas. D'ailleurs le processus de privatisation en France a soumis « l'information audiovisuelle à la logique économique de l'audimat et à la recherche du plus grand public possible, ce qui n'est pas sans conséquence sur la production de l'information¹² » : ainsi la logique du nombre devient pour chaque producteur d'information le principe de jugement universel.

Une désaffection notoire se manifeste : une part croissante ne lit plus les journaux et préfère s'informer à la carte, gratuitement sur Internet, ce qui veut aussi dire que les journalistes perdent ainsi leur monopole de diffusion. Pour le dire autrement, c'est dorénavant Google qui effectue le boulot du rédac-chef et qui classe ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Au premier abord, nous pourrions nous en réjouir mais il faut toutefois faire observer que si « le pluralisme existe, son accessibilité est inégalitaire. Certains groupes sociaux disposent du temps et des outils culturels nécessaires pour accéder à une information de qualité tandis que d'autres en sont dépossédés¹³ » : en route vers une information à deux vitesses ?

Face à l'émergence de nouveaux médias, face à l'obligation de travailler vite et face à la remise en cause du magistère qu'ils opéraient, certains rédacteurs en chef opèrent comme s'ils étaient une citadelle assiégée et se muent en pourvoyeurs de politique dépolitisée au langage automatique, et la presse *mainstream* devient alors « un univers clos qui ne se nourrit que de pensée confirmante sans jamais ni accueillir ni faire entendre le moindre bruit contradictoire sérieux¹⁴ ». Ce qui recèle des dangers pour la vie démocratique : « On ne sait plus comment dire sans radoter qu'il n'y a plus de démocratie là où il n'y a plus de

Les raisons de la colère

Cette détérioration vécue par les journalistes et perçue par les usagers découle de la tension qui existe entre la valeur



La première grande évolution consiste évidemment en une course au lectorat. Sur le plan économique, on assiste effectivement à une sorte de course au lecteur par les journaux qui, pour ce faire, développent des stratégies de communication telles que des titres chocs, des articles de plus en plus concis ou encore des informations mettant

en scène des scoops. Dans cette perspective, les journalistes privilégient également le fait au détriment du sens. Pour François Heinderickx², auteur de *La malinformation*, en ne faisant que décrire, le journaliste se facilite certes la tâche mais il la facilite surtout au lecteur qui se contente de recevoir une information la plus simple possible.

Notons aussi que si l'analyse permet de nuancer et de mettre en confrontation des idées et des opinions, elle implique une information plus complexe qui demande au lecteur un temps plus long pour être reçue, comprise et assimilée. On pourrait aller jusqu'à dire que l'information met alors le lecteur dans une position délicate et inconfortable en ce sens que tout n'y est pas blanc ou noir.

Heinderickx explique également que cette approche descriptive adoptée par les médias conduit plus à une connaissance d'un grand nombre d'évènements se passant dans le monde qu'à une compréhension de ce dernier. Enfin, pour répondre à la pression économique, le journaliste sélectionne des éléments plutôt que d'autres, des éléments qu'il pense propices à une médiatisation qui se vend bien. Le journaliste, et plus particulièrement le journal, serait donc, dans cette première évolution, dans une position d'anticipation d'une certaine demande des lecteurs. Ainsi, comme l'explique Heinderickx, « les attentes présumées du public constitueraient donc la clé du processus de sélection. »

« Le journaliste n'est plus ce héros romantique ou ce globe-trotter à la Tintin » (Hervé Brusini)³

Une deuxième évolution qu'il semble essentiel de prendre en considération est la précarisation du métier de journaliste. On l'expliquait plus haut, les articles journalistiques sont de plus en plus factuels, c'est-à-dire qu'ils relatent toute une série d'évènements sans prendre le soin de les nuancer ou de les analyser. Les conditions de travail des journalistes ne leur permettent pas toujours d'avoir le temps de maîtriser un sujet, ni même de le comprendre et donc de l'analyser. Pour traiter de cette deuxième évolution, nous nous baserons sur les propos des journalistes rencontrés il y a quatre ans



J.J. Grandville - Résurrection de la censure

différence significative, là où se trouve proclamée une *one best way* sans alternative¹⁵. » Et force est de constater que face aux critiques de plus en plus nombreuses et au discrédit dont souffre la gent journalistique, la tentation est grande de se muer à nouveau en prescripteur de comportement en voulant trier le bon grain de l'ivraie dans l'empire de la post-vérité et des *fake news*. Or, il est légitime de se poser la question suivante, à savoir celle de savoir si « si les médias professionnels [n']ont [pas] une responsabilité dans les évolutions politiques des dernières décennies, [...] celle d'avoir, au nom d'un rôle prescriptif rarement revendiqué mais néanmoins assumé, marginalisé avec beaucoup de constance et d'application un certain nombre d'options politiques qui sortent du "cercle de la raison", et d'avoir rendu une immense partie de l'espace médiatique impraticable pour les tenants de ces options [...] [ce qui révèle] le rôle que les chefs de rédaction assignent au journalisme : informer, certes, mais pour encadrer. [...] Avides d'un pouvoir d'influence qu'ils estiment être en train de perdre, ils paraissent considérer que pour récupérer une partie au moins de leur crédibilité, il faudrait chercher à l'imposer à celles et ceux qui la résistent, en délimitant d'autorité l'espace des médias crédibles¹⁶ ».

Conclusion

Plus le temps passe, plus l'information – élément indispensable à la formation du jugement politique et maillon essentiel de la démocratie – est traitée comme une marchandise qui doit soit rapporter en attirant de la publicité (avec toutes les dérives que cela implique), soit influencer le débat en fonction des intérêts des propriétaires de l'organe. « Tant que la quasi-totalité des grands médias restera dans la sphère d'influence des pouvoirs politique et économique, les journalistes resteront souvent victimes, qu'ils le méritent ou non, du discrédit et de la contestation qui frappent les oligarchies économiques et le microcosme politique¹⁷ ». Contrairement aux rêves les plus fous des éditocrates, l'existence de médias pluralistes est une condition indispensable pour gagner la bataille culturelle car elle garantit l'accès de tous au savoir émancipateur, la liberté d'expression et une démocratie participative éclairée. Partant, il s'agit de répéter et d'œuvrer à ce que l'information appartienne à tous, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens qui en ont besoin pour comprendre, analyser et juger en

conscience. Elle ne peut être abandonnée aux caprices du marché et aux intérêts des hommes d'affaire. Elle ne doit pas non plus être monopolisée par l'État. Elle est un bien commun, voire *un* commun.

Olivier Starquit

- 1 George ORWELL, *À ma guise. Chroniques 1943-1947*, Marseille, Agone, 2008, p.130.
- 2 La bande dessinée *La banlieue du 20 heures* de Jérôme BERTHAUT et HELLKARAVA, parue chez Casterman illustre à merveille ce propos.
- 3 Aude LANCELIN, *Le monde libre*, Paris, Les liens qui libèrent, 2016, p.118.
- 4 Patrick CHAMPAGNE, *La double dépendance, Sur le journalisme*, Paris, Raisons d'agir, 2013, p.33.
- 5 Idem, p.124.

- 6 Allan POPELARD, « Sociologie des journalistes », *L'intérêt Général* n°1, décembre 2016, p.20.
- 7 Alfred HILL, « Journalistes précaires, journalisme à terre », *L'intérêt Général* n°1, décembre 2016, p.24.
- 8 Patrick CHAMPAGNE, *op. cit.*, p.11.
- 9 Pierre RIMBERT, « Libérer la presse des puissances d'argent », *L'intérêt Général* n° 1, décembre 2016, p.73.
- 10 Roland GORI, *Un monde sans esprit, la fabrique des terrorismes*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2017, p.85.
- 11 Pierre RIMBERT, *art. cit.*, p.73.
- 12 Patrick CHAMPAGNE, *op. cit.*, p. 47.
- 13 Pierre RIMBERT, « Libérer la presse des puissances d'argent », *L'intérêt Général* n°1, p.75.
- 14 Frédéric LORDON, « Charlot, ministre de la vérité <https://blog.mondediplo.net/2017-02-22-Charlot-ministre-de-la-verite> ».
- 15 Idem.
- 16 Patrick MICHEL (d'après une observation collective), « "Post-vérité" et "fake news" : fausses clartés et points aveugles », <http://www.acrimed.org/Post-verite-et-fake-news-fausses-clartes-et>.
- 17 Idem.



(cc) Cornelius Hasselblatt

maintenant, journalistes qui sont en effet les mieux placés pour parler de leurs conditions de travail.

L'idée de « journalisme passif » a été évoquée dans bon nombre d'entretiens. En effet, la grande majorité des journalistes interrogés explique que, pour des raisons de réduction d'effectifs, ils sont amenés à travailler de plus en plus vite et donc à prendre moins le temps d'aller sur le terrain et de rencontrer des gens. On en arrive donc à ce que l'on pourrait appeler un « journalisme assis ». En outre, les journalistes expliquent qu'en plus de leur travail pour le journal papier, ils doivent dorénavant alimenter régulièrement le Web avec des articles, ce qui les sédentarise encore davantage.

Notons aussi que cette accélération du temps de travail et cette instantanéité du Web auxquelles les professionnels de l'info doivent s'adapter laissent peu de place à la réflexivité. Or la réflexivité critique demande du temps, une sorte de suspens entre l'action et la réflexion. Elle est aussi le seul moyen dont on dispose pour lutter contre les figures inculquées, les clichés et les lieux communs. Ces derniers sont tellement répétés, dans les médias comme ailleurs, qu'ils en deviennent parfois invisibles. La réflexivité critique permet également de penser d'une manière spéculaire afin d'éviter que nos catégories mentales deviennent des réflexes et des routines de pensée. Enfin, cette réflexivité critique s'applique bien sûr à tout le monde mais elle s'applique d'autant plus aux journalistes qui sont censés représenter la réalité dans leur article de la manière la plus objective possible. On comprend donc à quel point ce retour sur soi, cette prise de distance vis-à-vis de leurs propres pratiques, deviennent probablement rares et difficiles dans des conditions de travail où ils n'ont pratiquement plus le temps de... penser.

Tous censurés ?

Un autre concept qui nous paraît éclairant dans l'analyse du discours médiatique est celui de « censure invisible »⁴.

La censure invisible est d'abord le fait d'une contrainte professionnelle du journaliste, la nécessité de sélectionner les faits et secondairement de les hiérarchiser. L'espace journalistique est limité et donc un choix doit être fait. La sélection que le journaliste opère dans le réel est elle-même contrainte par le fait que le réel auquel il atteint n'est pas le vrai réel puisque ce sont des représentations propres aux journalistes. C'est ce que Bourdieu nomme plus exactement les « lunettes » du journaliste, c'est-à-dire le fait que ce dernier voit certaines choses et pas d'autres. Le réel à partir duquel il travaille est ainsi déjà quadrillé, structuré, et simplifié par toute une série d'observations.

La sélection opère donc sur un réel déjà modifié. La sélection est ensuite menée par le journaliste, tout n'est en effet pas événement pour lui. Il recherche la nouveauté, la rupture ainsi que la transformation du monde plutôt que sa stabilisation. Ces catégories de perception qui font choisir un certain nombre de faits mais qui en excluent aussi d'autres sont déjà des éléments de la censure invisible. Pierre Tenavian⁵ l'exprime en ces termes : « Les grands médias, quasiment à l'unisson, imposent la thématique et les termes de la discussion, sélectionnent les locuteurs légitimes, éliminent les autres et contribuent finalement à extorquer à l'opinion publique un consentement majoritaire ». Le journaliste opérera donc une première sélection en fonction de « normes » et de représentations journalistiques. Mais celui-ci est aussi, et avant tout le reste, un citoyen muni de ses propres représentations et opinions qui influenceront également le traitement de l'information.

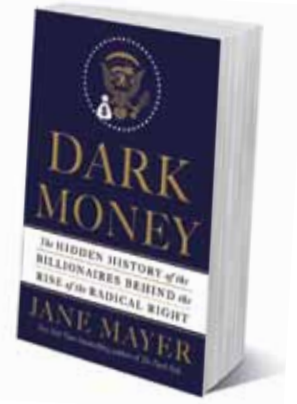
Comme l'on peut s'en rendre compte, le présent article ne répond pas entièrement au titre annoncé : « Des journalistes coupables ? ». Tel n'était pas son objectif. Il n'y a pas derrière le travail des journalistes un acte volontaire de tromper le public mais plutôt un travail réalisé dans un contexte particulier, notamment sur le plan économique, des conditions de travail peu adaptées, par des êtres humains munis, comme les autres, de représentations sociales qui influencent *de facto* leur manière de traiter l'information.

Clara Kerstenne

- 1 Cet article est largement inspiré de mon travail de fin d'études réalisé au terme de mon master en sociologie. C'est grâce aux propos recueillis auprès de vingt journalistes que cette analyse a pu être réalisée, je les remercie encore aujourd'hui.
- 2 François HEINDERICKX, *La malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, Bruxelles, Éditions Labor, Coll. « Quartier libre », 2003.
- 3 Hervé BRUSINI, *Copie conforme. Pourquoi les médias disent-ils tous la même chose ?*, Paris, Seuil, coll. « Médiathèque », 2011.
- 4 Pierre BOURDIEU, *Sur la télévision*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 2008 [1996].
- 5 Pierre Tenavian, *Le voile médiatique. Un faux débat : « l'affaire du foulard islamique »*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

L'argent de l'ombre

par Christian Poelmans



Donald Trump élu à la présidence des USA ! Un marchand, un vendeur à la tête de la plus puissante démocratie de la planète ! On ne peut s'empêcher de repenser à cette scène du film *Back to the future* où Marty McFly revenant dans le passé informe le Doc' que Ronald Reagan, cet acteur de série B, est président des États-Unis ! Et les scénaristes des Simpsons qui avaient déjà eu l'intuition de cette élection !

Il faut toujours garder un œil vers la culture populaire et vers les artistes pour sentir la société dans laquelle nous vivons. L'autre œil se tourne, lui, vers les faits et le livre de Jane Mayer – *Dark Money, the hidden history of the billionaires behind the rise of the radical right* (« L'argent de l'ombre, l'histoire cachée des milliardaires derrière la montée de la droite radicale », inédit en français) – nous dévoile de manière riche ce qui se trame depuis des dizaines d'années maintenant chez nos cousins américains et qui a mené pas à pas à l'ascension des idées de la droite radicale américaine jusqu'à la présidence des États-Unis.

Mayer montre de manière méticuleuse et précise comment un réseau de gens extrêmement puissants avec des idées libertariennes poussées à l'extrême a financé un plan d'action systématisé et bien pensé avec l'intention d'altérer dans ses fondements le système politique américain. Le réseau a rassemblé quelques-uns des hommes les plus riches de la planète partageant des valeurs radicales communes, ces hommes croyant sincèrement que les taxes sont une forme de tyrannie ; que le droit de regard d'un gouvernement sur une entreprise est une atteinte à la liberté. Mais ces croyances servent aussi leurs intérêts personnels et ceux de leurs entreprises : la plupart de leurs sociétés ont allègrement enfreint toutes les lois touchant à la taxation, aux règles fédérales de pollution, à la sécurité des travailleurs...

Les figures centrales de ce réseau s'appellent Charles et David Koch dont le père fit en partie fortune en construisant des raffineries pétrolières pour la Russie de Staline et l'Allemagne de Hitler. Le patriarche fut ensuite un des membres fondateurs de la *John Birch Society*, groupe dont la vision politique était si radicale qu'à leurs yeux, Dwight Eisenhower était un communiste. Les deux frères furent élevés dans une philosophie politique qui affirmait que le seul rôle du gouvernement est de garantir la sécurité et de faire respecter les droits de propriété.

Quand leurs idées libertariennes s'avèrent trop impopulaires auprès des électeurs, les frères Koch et leurs alliés choisirent un autre chemin. En rassem-

blant leurs énormes ressources, ils pourraient financer un réseau touffu d'organisations qui pourraient collaborer pour influencer et contrôler les instances académiques, les *think tanks*, les cours de justice, les organes des gouvernements des États, les Congrès et enfin la Maison Blanche. Richard Mellon Scaife, l'héritier d'un puissant empire pétrolier et bancaire, développa la brillante idée que la plupart de leurs activités pouvaient être gardées secrètes et déductibles fiscalement selon la loi américaine, si elles pouvaient être présentées comme œuvre « philanthropique ».

Ainsi, ces organisations furent baptisées de noms les plus inoffensifs comme par exemple « *Americans for Prosperity* » ou encore « *Foundation for individual Rights in Education* » etc. La provenance des fonds était cachée à chaque fois que c'était possible. Ce processus atteignit son apothéose avec la création du mouvement populiste *Tea Party*, dont l'émergence fut fortement facilitée par une modification de la loi sur le financement des campagnes électorales connues sous le nom de *Citizens United Decision*. Cette loi fut l'œuvre d'avocats juridiques financés par le réseau.

La stratégie imaginée pour imposer leur programme libertarien se déclinait en trois phases et trois zones cibles : une première phase devait « investir » dans les intellectuels dont les idées devaient servir de matière première (publications, chaires d'université), une seconde phase nécessitait un investissement dans des *think tanks* qui transformeraient l'idéologie en politique « vendable » et enfin une troisième phase qui investirait dans des groupes de « citoyens » qui pourraient faire pression sur les élus afin qu'ils mettent en pratique leur politique. Cette machine de guerre, Mayer témoigne de son efficacité à travers une multitude d'exemples où ces groupes firent pression sur les ouvriers qui portaient plainte, les lanceurs d'alerte, les journalistes et même sur les enquêteurs du gouvernement comme l'EPA (*Environment Protection Agency*) particulièrement avec ses enjeux écologiques majeurs.

Ce que Jane Mayer constate et que le lecteur découvre avec effroi c'est que leurs efforts ont été

remarquablement efficaces. Tout au long de cette enquête qui s'est étendue sur cinq ans, elle a récolté un nombre incroyable d'interviews, analysé une foule d'autres sources, des journaux privés, des enregistrements publics, des rapports de justice et la qualité et la précision de son enquête sont remarquables. Cependant, le lecteur non expert du droit et de la vie politique américaine aura parfois du mal à rester accroché tout au long des 378 pages de ce livre. Mais lorsque l'on découvre dans l'actualité que plusieurs noms des discrets donateurs du réseau des frères Koch se retrouvent demain à la Maison Blanche aux côtés de Donald Trump, cette lecture devient indispensable.

Le lecteur courageux découvrira donc *ad nauseam* la lente montée d'une ploutocratie qui croyant à cette philosophie primaire du « laissez-faire » héritée du *gilded age* est en train de déconstruire une démocratie censée servir le plus grand nombre pour assurer sa propre survivance.

Jane MAYER, *Dark Money, the hidden history of the billionaires behind the rise of the radical right*, Doubleday, 2016

Ndlr : L'un des *think tanks* les plus connus et les plus influents qui ressortit à la mouvance décrite ci-dessus est sans nul doute le *Cato Institute* (« Institut Caton »), anciennement *Charles Koch Foundation*. Fondé en 1977, ce *think tank* décerne tous les deux ans depuis 2002 le prix Milton Friedman, du nom de cet économiste ultralibéral, grand-prêtre des politiques de privatisation et de dérégulation et père spirituel, entre autres, des fameux « Chicago Boys », économistes ultralibéraux chiliens actifs auprès de la dictature d'Augusto Pinochet.

La fiancée centenaire

Si sa (bonne) santé l'a permis, Vera Lynn a fêté ses cent ans le 17 mars dernier. Rien ne prédisposait cette chanteuse britannique à connaître une célébrité dans l'ensemble du monde occidental. À 18 ans à peine, elle intègre le groupe de Joe Loss, musicien de jazz « léger ». Dès 1936, elle est suffisamment connue pour que la firme Decca publie sous son nom quatre 78 tours. Le cinquième, en 1939, contient ce qui deviendra sa chanson « signature », le fameux *We'll Meet Again*. Cette première version utilise comme seul accompagnateur Arthur Young sur un des tout premiers instruments électroniques, le Novachord. C'est une

chanson d'amour qui ne possède qu'une seule grille de lecture.

Un an plus tard, l'engagement de Vera Lynn comme interprète antinazie et ses concerts visant à maintenir le moral des soldats britanniques la fera surnommer « la petite fiancée des forces armées ». Désormais, sur disque et sur scène, des chœurs masculins l'accompagneront pour des chansons souvent de circonstance, notamment *When The Lights Go On Again (All Over The World)* (« Quand les lumières reviendront partout dans le monde ») en 1942. En tout, elle publiera vingt-six

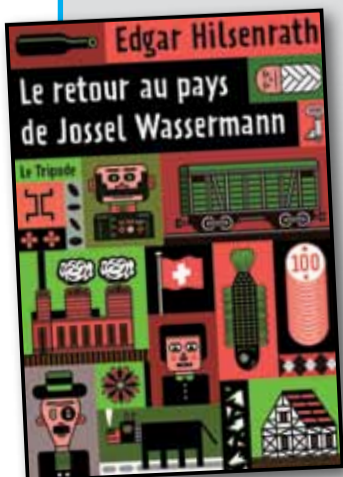
78 tours, soit cinquante-deux chansons, pendant la guerre ! Et les paroles de *We'll Meet Again* prennent maintenant une autre dimension : « *We'll meet again, don't know where, don't know when, but I know we'll meet again some sunny day. Keep smiling through just like you always do 'till the bkue skies drive the dark clouds far away.* » En français : « Nous nous reverrons, je ne sais pas où, je ne sais pas quand, mais je sais que nous nous reverrons un jour de soleil. Continue de sourire comme tu le fais toujours, jusqu'à ce que les cieus bleus chassent les sombres nuages. »

R.S.



Le retour au pays de Jossel Wassermann

par Jean-Paul Bonjean



Hilsenrath est un auteur fabuleux ! Voilà bien une bonne raison de le chroniquer alors même qu'il n'a aucune actualité si ce n'est une réédition avec une nouvelle traduction au Tripode pour saluer l'anniversaire de ses 90 ans. Pour ceux qui ont lu *Nuit* ou *Orgasme à Moscou* ou encore *Fuck America*, il est nécessaire et évident de poursuivre la découverte de cet auteur juif qui sait mêler le désespoir le plus sombre à l'humour décalé le plus piquant.

Le retour au pays de Jossel Wassermann allie avec bonheur ces deux aspects en développant le récit de vie du personnage éponyme. Plein de petites histoires sur fond de la grande His-

toire. Cascade d'anecdotes et de scènes de la vie des juifs d'un *shtetl* (village juif de l'Europe de l'Est). Splendeurs et misères du quotidien d'une communauté vouée à disparaître.

La logique juive a pour vertu de déconcerter la rationalité cartésienne de l'occidental tout en la poussant jusqu'à une certaine absurdité. Cette méthode prend un tour particulièrement émouvant si on la met dans la perspective historique que l'on connaît. La mémoire de ces scènes de village ne sera plus portée que par le vent que fend le wagon qui emporte toute la communauté vers son destin.

Le retour au pays de Jossel Wassermann est celui d'un cadavre et du vœu de voir le *shtetl* reprendre vie au travers de l'héritage mémoriel. Mais la césure est trop forte et seule la poésie permettra de réconcilier les espoirs de l'auteur avec son histoire.

Edgar Hilsenrath, *Le retour au pays de Jossel Wassermann*, 1993.

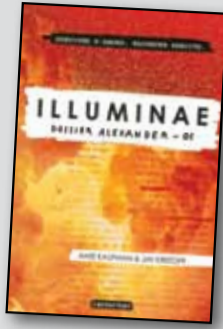
Édité en 1995 par Albin Michel pour la traduction française et réédité au Tripode en 2016.

La Bibliothèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz, bibliothécaire
= coup de cœur du bibliothécaire

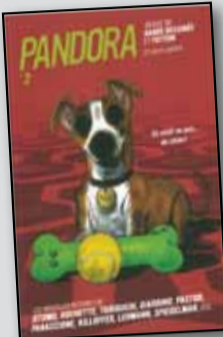
• **Amie Kaufman, Jay Kristoff, Corinne Daniellot, *Illuminae : dossier Alexander, tome 1*, Casterman, 2016, 19,90€**

Dans le premier tome de ce roman de science-fiction, Kady et Ezra, les deux héros, voient leur planète attaquée par BeiTech, une entreprise interstellaire, et contraints à l'exode avec d'autres survivants. Au-delà de la confrontation avec cet ennemi extérieur puissant, Kady a le sentiment que leurs autorités leur cachent des choses... Le piratage du réseau informatique va confirmer son intuition : un autre danger est imminent ! À partir de cet élément narratif, les deux auteurs américains ont développé une mise en forme de livre réellement originale, reposant sur une succession de documents divers (reproduction de dossiers et rapports « confidentiels » hackés, fausses pages Wikipédia, plan de vaisseau...). De quoi rendre la lecture des plus dynamiques !



• **Benoît Mouchart (dir.), *Pandora : revue de bande dessinée et fiction, 37 récits inédits*, n°2, 1^{er} semestre 2017, 18€**

Pandore, ce personnage mythique ayant ouvert la fameuse boîte qui déversa tous les maux sur l'humanité... Il y a un peu de ça dans la démarche de cette revue. Une BD collective que l'on ouvre et de laquelle surgit des récits intimes d'antihéros névrosés, à l'identité troublée, des individus contraints par des forces qui les dépassent et qui se débattent face aux affres de nos sociétés – passées et présentes. Mais derrière cette série de cauchemars, il y a surtout le travail d'auteurs de différents horizons (Killofer, Spiegelman, Otomo...) une mosaïque de styles graphiques, de genres, d'histoires, et une recherche trans-médiatique. Une vraie ode à la liberté et à la diversité ! Et si, fort de cela, elle nous invitait à émerger de ces rêves troublés mais « lucides », pour déplacer notre regard et agir à des fins... de transformation du réel ?



• **Jean-Paul Curnier, *La piraterie dans l'âme : essai sur la démocratie*, Lignes, 2017, 19€**

Plusieurs auteurs ont déjà mis en évidence le fonctionnement démocratique et égalitaire de certains pirates du XVIII^e siècle (voir *Aide-mémoire* n°72, pp. 5-6). Ici, Curnier renverse cette perspective et soumet un postulat personnel assez iconoclaste : si la piraterie a si bien pu se faire démocratique, c'est parce que la démocratie porterait en elle des marqueurs de la piraterie (prédation, extorsion, dilapidation, recherche d'une opulence illimitée). En analysant abondamment ce rapport, mais aussi en passant en revue « l'histoire morale » de notre système politique jusqu'à aujourd'hui, il fouille sa nature « sombre », sa dimension de « Mal » jamais proclamée et contraire aux idéaux qui lui sont associés traditionnellement. Il ressort de cette réflexion une volonté de revigorer la démocratie ainsi qu'un appel à l'humilité pour les sociétés occidentales, souvent « donneuses de leçons ».



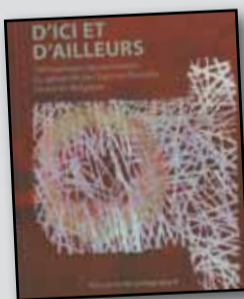
• **Baru, *L'autoroute du soleil*, Casterman, 2016, coll. « Ecritures », 24,95€**

Dans cette bande dessinée, nulle question de farniente au soleil ! Pourtant, Karim et Alexandre ne sont pas contre l'idée d'échapper un temps à la grisaille et la morosité de leur cité frappée par la désindustrialisation. Leur vœu va être exaucé... Un jour, les deux jeunes ont la très mauvaise idée de mettre en rogne le docteur Raoul Faurissier, étoile montante du parti facho local... et accessoirement psychopathe rusé à ses heures perdues. Une course poursuite s'engage, haletante et meurtrière, de Nancy à Marseille. Baru happe le lecteur grâce à son sens du rythme, son énergie graphique, ses personnages savoureux et son humour caustique. Il esquisse les traits d'une France en crise et sombre. Initialement publié en 1995, ce livre a reçu de nombreux prix, et a préfiguré une autre œuvre majeure de l'auteur : *Noir*.



• **Uwinkwe P. Rwayitare, Florence Caullier, *D'ici et d'ailleurs : témoignage des survivants du génocide des Tutsi du Rwanda vivant en Belgique : film et livret pédagogique*, Muyira : arts et mémoire, 2016**

Le génocide se veut un processus de déshumanisation. Celui des Tutsi au Rwanda en 1994 n'échappe pas à la règle. Il est dès lors indispensable que les survivants puissent témoigner de l'horreur, en leur nom, pour les personnes assassinées, mais également afin de montrer qu'en tant qu'être humain, il y a eu un avant et un après génocide, notamment l'exil en Belgique. Spéciose, Félicité, Justine, Dorcy et Uwinkwe s'attèlent à ce travail de mémoire, en livrant leur récit dans cet ouvrage et sur ce DVD. Des supports à vocation pédagogique, élargissant la notion de génocide et son histoire, pour toucher les jeunes (et pas que) d'ici, sur ce qui s'est passé là-bas...



• **Myriam Watthee-Delmotte et Mark O'Connor (dir.), *Enjeux esthétiques et spirituels de la commémoration – aesthetic and spiritual stakes of commemoration*, EME éditions, 2016, coll. « Esthétique et spiritualité ; n°5 », 25€**

Est-ce que l'esthétique et la spiritualité rencontrées dans des œuvres artistiques peuvent favoriser l'adhésion à la commémoration d'un événement passé? Et mobiliser une identité ? Si oui, de quelles manières ? Ce sont les questions épineuses auxquelles tente de répondre l'équipe de chercheurs internationale (belge, française, anglo-saxonne, allemande) dans cet ouvrage qui se veut pluriel dans sa philosophie. En effet, l'objectif est de faire dialoguer les disciplines (littérature, histoire de l'art, musicologie), la diversité des objets d'étude et les époques ! Dans cette optique, le focus passe par exemple de Stendhal au théâtre contemporain de Sarah Kane.



• **Jean-Claude Maréchal, *Un agent parachutiste dans l'histoire*, EME éditions, 2016, coll. « L'Histoire en mouvement », 25,50€**

Les premières années d'enfance de Jean-Claude Maréchal sont marquées par la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement par un drame venant frapper sa famille : le décès de Charles Hoyez, son parrain résistant. Ses proches entretiennent son souvenir depuis lors. Voici quelque temps, conscient de la fragilité de la tradition orale, Maréchal décide d'écrire un livre pour transmettre l'héritage mémoriel à ses propres enfants, mais aussi le mettre à disposition de tout un chacun. Il se lance sur les traces de ce parrain disparu, sur sa vie d'avant-guerre, son arrivée dans la résistance belge à Londres, sa mission en Belgique occupée, et sa mort dans les camps... En imbriquant contexte historique et récit personnel, il souhaite inscrire la vie de Hoyez dans la grande histoire et lui rendre hommage.



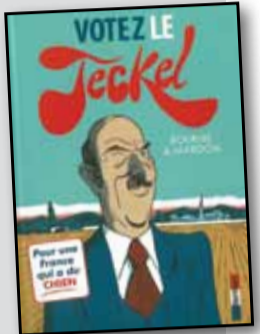
• **Ryan Jones, Zane Whittingham, Faustina Fiore, *Rescapés de la Shoah*, Flammarion, 2017, 15€**

Au départ de *Rescapés*, il y a la série de films d'animation du Britannique Zane Whittingham, *Children of the Holocaust*, produite par BBC Learning. Vu sa critique positive et son potentiel mémoriel, l'auteur a décidé de collaborer avec Jones pour l'adapter en bande dessinée. Concrètement, elle présente le témoignage bouleversant de six enfants juifs ayant connu le quotidien et les affres de la guerre, l'antisémitisme, l'exil, la disparition de proches dans la Shoah... Au moyen de ces histoires, d'un graphisme faussement enfantin et de symboliques fortes, les auteurs tentent de nous plonger dans le regard de ces enfants qui ont pu survivre, grandir et continuer leur vie, malgré les blessures... et sans oublier. Un outil à utiliser avec les enfants !



• **Grégory Mardon, Hervé Bourhis, *Votez le Teckel, tome 3*, Casterman, 2017, 17,95€**

Il a du bagou, Guy Farkas, alias le « Teckel ». On l'avait déjà vu à l'œuvre dans ses péripéties précédentes, en ancien commercial immoral pour des sociétés pharmaceutiques et autres entreprises pas très éthiques. En plein contexte de campagne présidentielle, le voilà tribun improvisé dans son café préféré, parlant politique, haranguant les copains, et distillant saillies et humour très hexagonal. Un soir, il est abordé par deux personnages qui arrivent à le convaincre de se présenter comme candidat outsider. Après tout, son programme giscardien et nostalgique « C'était mieux maintenant » tiendrait la route, non ? Le moustachu se trouve embarqué dans une aventure qui va lui faire découvrir les pratiques de la politique, mais surtout le storytelling et autres recettes des agences de com'... Pour le meilleur et pour le pire !



• **Juan Branco, *D'après une image de Daesh*, Lignes, 2017, 8€**

Juan Branco est un jeune chercheur français, spécialisé dans les violences de masse et la question des représentations, ce qui l'a d'ailleurs amené à travailler à la Cour pénale internationale. Dans ce court essai, il décrypte deux faits de Daesh en termes d'imaginaire. À partir de ces exemples, il souhaite montrer que l'irruption de l'organisation terroriste dans notre espace fantasmagique, à travers ces logiques sanglantes et sacrificielles, vient bousculer le paradigme visuel qui s'était imposé en Occident depuis la seconde moitié du XX^e siècle. En effet, depuis la Shoah, le régime de représentation de la mort et de la violence semblait avoir culminé et être parachevé, et nos sociétés capitalistes avaient construit petit à petit une moralité du « tout neutre », désymbolisée. Un électrochoc pour une forme de déni ?



• **Johann Chapoutot, *La révolution culturelle nazie*, Gallimard, 2017, coll. « Bibliothèque des Histoires », 21€**

Après *Le National-socialisme et l'Antiquité*, et *La Loi du sang*, l'auteur prolonge sa réflexion sur les raisons qui ont amené les Allemands à penser et agir en « parfait nazi ». Dans ce dernier livre, il se penche sur l'efficacité de la révolution culturelle, morale et idéologique nazie. Comment les idéologues, pédagogues et intellectuels sont-ils parvenus à réécrire l'histoire de l'Occident pour coller à leur conception biologiste et raciste, associant culture et nature ? Et à distiller dans les esprits l'idée qu'il fallait défendre la race nordique-germanique contre les influences extérieures néfastes, tout en revenant au passé (mythifié) originel de cette civilisation... Comment cette vision du monde a été diffusée, mais aussi pourquoi s'est-elle aussi bien enracinée dans le peuple allemand ? Au point de donner sens et valeur à des crimes sans nom...



• **Pierre Orban, *Pour avoir de l'espoir, faudrait du temps*, Cerisier, 2017, coll. « Faits et gestes », 12€**

2011. Alba est une jeune universitaire sans emploi qui se démène dans une Espagne frappée par la crise. Un jour, elle décide de rejoindre le mouvement des Indignés de Madrid. Au gré des pages de son journal personnel, se dessinent « entre ombre et lumière, les doutes et les désirs d'une jeunesse à la fois forte et démunie face à la crise du système qui confisque son avenir ». Mais sur le chemin de l'engagement et du collectif, on peut vivre d'autres émotions que la passion politique. C'est le cas pour Alba, qui rencontre l'amour...



Centenaire de la Première Guerre mondiale

Collection « Villes en guerre », à la Renaissance du livre

Cette collection rassemble des ouvrages réalisés par des chercheurs du CEGESOMA (le Centre d'Etudes et Documentation Guerre et Sociétés contemporaines), dont 1914-1918 : *la Wallonie dans la grande Guerre*, et 1914-1918 : *Bruxelles ville occupée*. L'ambition de ces livres est d'offrir « un regard neuf » sur la vie dans ces grandes villes sous l'Occupation allemande. Cette histoire visuelle, reposant sur des archives photographiques et iconographiques originales, mais aussi des balises chronologiques et textuelles, permettra au lecteur de découvrir le « vécu intime » et le quotidien des habitants.



• **Frédéric Anson, *14-18 Binche*, Luc Pire, 2016, 19€**

Frédéric Anson, un passionné d'histoire locale, se penche sur Binche durant la tourmente. Une attention plus particulière a été portée aux aspects militaires et opérationnels, avec notamment des focus sur certains parcours individuels.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

page neuf

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Canard

C'était il y a un peu plus de cent ans et les temps étaient alors plongés dans des turbulences meurtrières sans nom. La Grande Guerre labourait les champs d'horreur de l'Europe et ses peuples, pris dans la spirale des nationalismes, s'étrépaient à qui mieux mieux dans ce qui paraît relever de nos jours d'une absurdité confondante.

La presse officielle de l'époque, au même titre que les organismes gouvernementaux, distillait des soi-disant vérités sur l'interminable conflit en cours, s'employant par un « bourrage de crânes » éhonté à ne pas saper le moral des poilus. S'activaient du coup les ciseaux d'« Anastasie », mot issu du grec *Anastasia* signifiant « résurrection » et désignant la censure omniprésente.

C'est dans le contexte de cette atmosphère délétère que naît, le 10 septembre 1915, un « canard » – dans le sens argotique de journal – appelé à voler dans les plumes des restrictions à la liberté d'informer. Il n'avait que quatre pages, ce frêle volatile de l'époque fondé par Maurice Maréchal ; il ne connaîtra que cinq numéros avant sa disparition le 25 octobre de la même année. Mais le 5 juillet 1916, il reparait avec une régularité qui ne se démentira pas jusqu'aujourd'hui : *Le Canard enchaîné*, puisque c'est de lui qu'il s'agit bien sûr, est le plus ancien hebdomadaire de France, paraissant chaque mercredi.

Pourquoi rappeler ces choses que toute école de journalisme met à son programme en guise de b.a.-ba de l'histoire de la presse écrite ? D'abord parce qu'on vient de fêter, l'année dernière, le centenaire du célèbre palmipède de l'Hexagone, qui pète de santé. Ensuite parce que, dans le paysage médiatique actuel dominé par les groupes financiers (industriels et *tutti quanti*), pouvoir lire chaque semaine un journal sans publicité ni actionnaire et vivant de la seule fidélité de ses nombreux acheteurs et abonnés est un plaisir rare, non frelaté en tout cas par les affres de la com'. Enfin parce que, dans cette feuille pour laquelle « La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas », avoir le loisir de s'informer à l'aide d'échos et d'enquêtes politiques teintés d'humour est un régal de fin gourmet.

Et dans sa désormais longue histoire, il en a levé bien des lièvres ce vilain petit Canard ! Des diamants de Valéry Giscard d'Estaing au tout récent Penelopegate plombant – au moment où s'écrivent ces lignes – la campagne électorale de François Fillon. Il a certes loupé l'affaire Jérôme Cahuzac, révélé par *Mediapart*, mais il n'a pas raté le coiffeur de François Hollande payé 9 895 euros par mois. Ce souci de débusquer ce qui reste caché ou tu, à la manière à bien des égards prometteuse du trimestriel belge *Médor*, ne serait-ce pas là une voie à suivre pour quantité de praticiens de la chose écrite, travaillant en ligne ou sur support papier, que l'investigation, voire l'auto-censure, ne rebute pas ? La matière à explorer ne manque pas à l'heure où la post-vérité commence à avoir le vent en poupe. Comme, toutes proportions gardées, durant la guerre 14-18. Plus que jamais, « porter la plume dans la plaie » (Albert Londres) reste d'actualité¹. ••

Le mythe des condamnations « à 10 ans de camp de rééducation par le travail sans droit à la correspondance et sans droit aux colis » en Union soviétique

Par Jean-Louis Rouhart

L'étude de l'histoire de l'appareil judiciaire répressif en Union soviétique et de la correspondance des détenus du Goulag réserve quelques surprises. Ainsi, on découvre que la mesure pénale prévoyant une condamnation « à 10 ans de camp de rééducation par le travail sans droit à la correspondance et sans droit aux colis » ne figurait pas dans le Code Pénal de l'Union Soviétique.



Prisonniers au travail sur le canal de la Mer Blanche



Lavrenti Beria 1920

En fait, il s'agissait d'une formule inventée par le ministère de l'Intérieur pour servir d'écran au très grand nombre de condamnations à la peine capitale (750.000) qui furent prononcées par défaut et sans appel lors de la Grande Terreur (1937 - 1938).

Quand ils étaient interpellés par les proches qui voulaient avoir des nouvelles des condamnés, les représentants du ministère devaient répondre oralement que les personnes concernées avaient été condamnées à cette peine, alors qu'en réalité elles avaient déjà été fusillées. De nombreux témoignages montrent que les citoyens soviétiques crurent à la véracité de ces déclarations.

Au milieu des années 40, les délais d'emprisonnement des premiers condamnés à « dix ans sans droit à la correspondance » commencèrent à prendre fin. En outre, les familles des détenus comptaient beaucoup sur l'amnistie qui avait été annoncée en raison de la victoire de l'Union Soviétique durant la guerre. Néanmoins, même après cette amnistie, aucun prisonnier ne rentra des « camps lointains » – et pour cause. À ce moment, les administrations furent submergées de demandes de renseignements sur le sort des détenus. Lavrenti Beria, qui contrôlait à ce moment l'ensemble de la sécurité intérieure et extérieure de l'Union soviétique, suggéra alors de répondre que les prisonniers étaient décédés durant leur détention dans les camps et les prisons du Goulag. Des certificats de décès furent établis, sur les-

quels figuraient des dates et des causes de décès imaginaires.

Cette situation perdura, même après le décès de Staline. Les mensonges sur les causes de décès des prisonniers du Goulag durant la Grande Terreur survécurent à l'ère Khrouchtchev et à celle de ses successeurs Brejnev, Andropov et Tchernenko. Il fallut attendre la Perestroïka et un arrêté du KGB de l'URSS du 30 septembre 1989 pour que les administrations soient autorisées à informer correctement les gens et à indiquer dans les actes de décès les dates exactes et les vraies causes des décès. À ce moment, on réalisa enfin pourquoi aucun des condamnés à « 10 ans sans droit à la correspondance » n'avait jamais donné signe de vie.

Ces constructions mensongères, répétées et officialisées pendant des années, ne manquent pas d'interpeller. Même si la Grande Terreur a été versée depuis dans les poubelles de l'Histoire, ses éléments fondamentaux (régime dictatorial, mise sous tutelle du pouvoir judiciaire, tortures, exécutions sommaires, diffusion d'informations fausses...) demeurent toujours d'actualité.

Pour en finir avec la question juive

Par Philippe Glesener

Une plaquette, cette fois, et non plus un gros livre sur un sujet que certains voudraient voir tombé dans l'oubli. En effet, par son intitulé, on pourrait penser que l'on va se retrouver à Wannsee et débattre de la solution à trouver pour soulager les nazis et leurs satrapes d'aujourd'hui, de leurs obsessions insomniaques. Non point.

Et pourtant....

Sur le palier d'un immeuble, situé au milieu de nulle part, le lecteur assiste au dialogue quotidien qui se tisse entre deux locataires qui se croisent: l'un, juif et l'autre, pas. Dans cette pièce à deux personnages, l'auteur revient sur l'obstination des idées reçues sur la question juive à travers neuf impromptus truculents et hilarants.

Le dialogue dépasse le double point de vue de ces deux protagonistes et éclate avec humour tous les clichés, toutes les définitions ou étiquettes rigides pour nous propulser vers une réflexion plus personnelle,

plus créative, ouvrant la voie vers un espace plus intime et plus libre, en combattant les « *a priori* » et le manque de réflexions personnelles, qui aboutissent souvent dans l'Histoire aux manipulations de masse.

Lecture tonique en ces temps de morosité ambiante en hommage à l'intelligence confrontée à la crétinerie menaçante.

Jean-Claude GRUMBERG, *Pour en finir avec la question juive*, Arles, Actes Sud, 2013.

¹ À ce propos, on lira avec profit et plaisir la BD de Didier Convard et Pascal Magnat, *L'incroyable histoire du Canard enchaîné. 100 ans d'humour et de liberté*, Paris, Les Arènes, 2016.

Horthy : le Pétain hongrois

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

La Hongrie est aujourd'hui un des pays européens qui a le plus renoué avec son passé d'extrême droite, et ce sans que les autres pays européens ne prennent de réelles mesures contre une dérive inquiétante. Il nous a donc semblé intéressant de rappeler dans cette chronique que la Hongrie eut un gouvernement autoritaire de 1920 à 1944, proche à de nombreux égards de ce que Pétain mettra en place pour la France « libre ».

Au-delà de l'idéologie, un parcours similaire

Les parallèles entre l'amiral Miklós Horthy (1868-1957) et le maréchal Philippe Pétain (1856-1951) sont nombreux. Sur la manière de justifier la politique qu'ils mèneront, mais aussi dans leur parcours de vie. Horthy est né le 18 juin 1868 dans le domaine familial. Dès l'âge de 8 ans il est élevé par un percepteur. Il s'engage dans une carrière militaire comme officier de marine et y connaît la transition de la marine à voile vers la marine à vapeur. Les longs passages qu'il consacre dans ses mémoires¹ à cette période nous permettent de voir combien Horthy, tout comme Pétain, était un homme de ce long XIX^e siècle, pour reprendre la chronologie de l'historien britannique Eric Hobsbawm². Outre le fait de vivre dans un monde à part auprès de l'Empereur où l'on pratique les compétitions de voiles et de polo, sa vision raciste et européen-centrée du monde est clairement exprimée : « Le désir de chaque jeune officier de marine, d'accomplir un voyage autour du monde, se réalisa pour moi lorsque je fus muté, au cours de l'été 1892, sur la corvette Saída (...) Ce voyage, qui devait durer deux ans, fait encore aujourd'hui partie des plus beaux souvenirs de mon existence. (...) Le règne de l'homme blanc sur les continents lointains était ferme et incontesté³. » Un « temps béni des colonies » qu'à l'heure d'écrire ses mémoires Horthy regrette : « Ce que nous pûmes voir des Indes témoignait des admirables réalisations coloniales des Anglais. (...) Ils empêchaient les luttes intestines entre Hindous et Musulmans. Au point de vue économique, ils avaient canalisé des fleuves et assuré l'irrigation de nombreuses terres du Pundjab. Ils avaient construit des routes et des voies ferrées ; en un mot, ils apportaient la civilisation et la richesse, et réussissaient à maintenir l'ordre avec des forces relativement modestes. De nos jours, l'Inde est coupée en deux, et des millions de réfugiés doivent souffrir, de chaque côté de la frontière, pour le prétendu bonheur de leur libération⁴. »

Comme Pétain, Horthy joue un rôle important pour son pays lors de la guerre 14-18. Une guerre qui, et là c'est le discours d'Hitler que l'on retrouve⁵, n'a pas été perdue militairement mais par une « trahison » de l'arrière : « Je mentionne ce témoignage comme une des nombreuses preuves qui démontrent que notre marine n'a jamais été vaincue sur mer. La fin a été provoquée par la défaite sur terre, par le découragement de l'arrière, par la faim et par les dissensions intestines qui atteignirent aussi notre flotte⁶. » La défaite est un tournant avec le démantèlement de l'empire Austro-Hongrois et les nombreuses frictions territoriales qui l'entourent. La Hongrie et la Roumanie⁷ entrent alors en conflit, conflit que les nationalistes des deux pays ont réactivé ces dernières années. Comme Pétain le fera plus tard en France, Horthy joue un rôle non négligeable mais se garde de trop s'impliquer. Et dans ses mémoires, il insiste longuement pour expliquer ses réticences avant d'accepter d'occuper le poste de régent, dans une opération de prise du pouvoir qui se pare des attributs de la légalité. Horthy « cède » quand il obtient « toute les prérogatives royales à l'exception du droit d'anoblissement et du titre de protecteur suprême de l'église⁸ ».

Mais le principal rapprochement que l'on peut faire entre Pétain et Horthy porte sur l'argumentation qu'ils utilisent tous deux pour justifier leur collaboration avec l'Allemagne nazie : la nécessité de maintenir l'indépendance de leur pays et de servir de bouclier pour la population. Horthy insiste donc sur le fait qu'il est obligé de manœuvrer face aux exigences allemandes alors que les puissances internationales ont montré qu'elles n'interviendraient pas et que le danger communiste grandit. « Le Pacte des Trois Puissances, auquel la Hongrie n'adhéra que le 20 novembre 1940, n'obligeait les signataires à l'intervention militaire qu'en cas d'attaque de la part d'un pays⁹. » Les troupes hongroises participèrent cependant à la campagne contre l'URSS via le motif de la lutte contre le bolchévisme : « Nous devons rappeler à ceux qui nous critiquent que nous n'étions pas, comme au cours de la première guerre mondiale, les alliés de l'Allemagne. Nous avions été entraînés, contre notre volonté, dans une guerre menée par Hitler dans un dessein d'expansion. La raison de notre participation à la guerre contre la Russie ne se rencontrait que sur un seul point avec les motifs de l'Allemagne ; comme elle, nous combattons le bolchévisme (...) »¹⁰. La Hongrie interviendra également en Yougoslavie, sous couvert de protection de la minorité hongroise. Mais dans ses mémoires Horthy insiste sur sa différence avec le nazisme : « Si Hitler avait cru, par toutes ces festivités, expositions et présents, atteindre son but, il s'était



Buste de Horthy à Kenderes

évidemment trompé. Les réalisations extraordinaires qui avaient été accomplies en quelques années depuis 1933, l'ardeur au travail, la discipline et les talents multiples du peuple allemand ne pouvaient que forcer l'admiration (...) Mais le tableau montrait trop de traits fiévreux et je ne pus résister à une impression d'angoisse (...) J'étais plus décidé que jamais à ne pas laisser entraîner la Hongrie dans le tourbillon du dynamisme national-socialiste¹¹. » Et de préciser, en évoquant le mouvement des croix fléchées de Szalasi : « La conception du monde national-socialiste et les méthodes d'Hitler me répugnaient profondément. L'opposition qui en résultait fut encore aggravée par le fait que ses idées avaient également pénétré la politique intérieure hongroise, provoquant la constitution de nouveaux partis qui bouleversaient la structure de notre ordre intérieur¹². » C'est pourquoi il prend le temps dans ses mémoires de montrer qu'il n'a pas joué qu'une seule carte, bien que la fin de l'explication montre qu'il n'était pas en totale opposition en faisant cela : « Il existait entre lui (le président du conseil) et moi une entente tacite qui lui accordait, sans m'informer de tous les détails, la liberté nécessaire pour entreprendre les démarches, qui, en maintenant apparemment des rapports normaux avec l'Allemagne hitlérienne, renforceraient nos relations amicales avec les Anglo-Saxons, sans avantager les Soviétiques (...) Notre accord secret avec les puissances occidentales, selon lequel nous n'attaquions pas leurs avions survolant notre territoire, et en échange de quoi ils renonçaient au bombardement de nos villes, arrangeait également d'une certaine façon les Allemands, car il laissait intactes les voies ferrées essentielles stratégiquement et aussi notre industrie de guerre¹³. » Comme Pétain, la ligne de défense est qu'il a servi de bouclier par sens du devoir. Ainsi, en mars 1944 lorsqu'Hitler envahit la Hongrie : « Il aurait été plus commode, à ce moment-là, et je me serais épargné beaucoup de critiques, d'abdiquer avec un grand geste. Mais je ne pouvais pas quitter le navire en détresse qui avait plus besoin que jamais de son capitaine¹⁴. »

La menace du judéo-bolchévisme¹⁵

C'est essentiellement en raison de l'anticommunisme qu'Horthy explique son alliance forcée de circonstance avec Hitler. C'est d'ailleurs déjà contre cette menace qu'il a pris le pouvoir au début des années 20 : « Les signes de décomposition dans la flotte austro-hongroise (...) n'étaient qu'une partie du grand bouleversement qui, partant de l'empire des tzars, en 1917, atteignait les pays battus, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie, où ils provoquèrent la chute de la monarchie, tandis qu'en Bulgarie ils ne menèrent qu'à l'abdication du tzar Ferdinand. Des éléments nationaux et socialistes, qui trouvaient un terrain propice dans la misère, la faim et les privations des années de guerre, agissaient puissamment¹⁶. » Des communistes qui sont également Juifs : « Dans les journaux, on rencontra de plus en plus souvent le nom de Bela Kun, un juif hongrois qui, en tant que soldat d'un régiment autrichien, avait été condamné pour avoir volé ses camarades et qui déserta ensuite pour rejoindre les Russes, avant de rentrer, en novembre, de Moscou en Hongrie. Lui et ses semblables excitaient toujours davantage les masses (...) La conférence de paix de Paris, qui s'ouvrit le 16 février 1919, décida de faire occuper presque tout le territoire hongrois par les troupes de ses voisins et fut ainsi à l'origine de la révolution bolchévique, au nom de laquelle Bela Kun érigea son gouvernement de sanglante terreur¹⁷. » Et d'insister sur cet aspect : « Quatre années de guerre, la chute de la monarchie et le régime communiste avaient considérablement diminué le sens de la communauté. La lutte des partis était d'une violence inouïe. Les milieux de l'extrême droite attribuaient la responsabilité de tout le mal aux juifs et aux communistes – les deux étaient souvent les mêmes –, tandis que les communistes ne s'avouaient pas vaincus¹⁸. » Ou encore « les juifs, installés depuis longtemps dans le pays, furent plus tard les premiers à avoir honte des méfaits de leurs coreligionnaires qui étaient presque seuls les maîtres du nouveau régime (...) Les Roumains profitèrent de la bochevisation du pays pour avancer de plus en plus, avec leurs forces bien équipées, afin de piller tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage¹⁹. »

L'explication du danger judéo-bolchévique est donc profondément ancrée chez Horthy. Et sur les mesures antijuives, comme Pétain, il joue rétrospectivement la carte du moindre mal face aux pressions de plus en plus forte des nazis : « le pourcentage relativement important de juifs dans la population hongroise l'irritait profondément, et ce, d'autant plus que les juifs avaient, dans la banque, le commerce, l'industrie, la presse et les professions libérales une influence considérable. Notre moyenne bourgeoise se trouvait également désavantagée, car les positions auxquelles elle aspirait dans l'économie ou dans les professions libérales étaient occupées, avec la ténacité propre à leur race, par les juifs qui se soutenaient entre eux et disposaient de plus de 25 pour 100 du revenu national (...) Lorsque, après l'Anschluss, la pression allemande devint plus forte, le gouvernement décida, pour prévenir

l'insistance allemande, de soumettre au Parlement un projet de loi qui, en prévoyant une limitation des droits des citoyens israéliques, devrait leur assurer une défense (...) Cette loi, qui avait été acceptée par le Parlement en avril 1938 (...) se distinguait radicalement des lois de Nuremberg, puisqu'elle prenait la religion, et non l'origine, comme critère²⁰. » Et de préciser qu'il ne fut au courant du réel sort que très tard, alors que les Croix fléchées faisaient déjà la loi : « On nous avait dit que les déportés étaient transférés dans des camps de travail. Ce n'est qu'au mois d'août que j'appris, par des rapports secrets, toute la vérité sur les camps d'extermination²¹. »

Une extrême droite qui ne s'est jamais éteinte

Comme nous avons pu le voir, et au-delà d'un discours construit de justification, l'appartenance de Horthy au spectre politique de l'extrême droite est incontestable. Une extrême droite plus réactionnaire que fasciste²², comme celle de Pétain. Ou de Salazar²³. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est au Portugal que l'ancien régent de Hongrie rédige ses mémoires : « Des amis mirent une villa à notre disposition, dans ce magnifique site qu'est l'Estoril. Nous y retrouvâmes de vieux et de nouveaux amis, et nous avons la joie de ressentir, par des lettres provenant du monde entier, l'attachement de nos compatriotes. Le gouvernement portugais nous traite avec une amabilité toute particulière, et nous ressentons pour cette hospitalité une profonde reconnaissance. Je suis, avec le plus grand intérêt, l'essor vigoureux du Portugal, sous la direction de son sage président du Conseil, le docteur Oliveira Salazar²⁴. » Nous avons déjà souligné dans cette chronique combien était fautive l'impression d'une éradication de l'extrême droite avec la défaite de l'Allemagne nazie²⁵. La fin de l'ouvrage de Horthy montre d'ailleurs combien, malgré ses plaintes, il est bien traité par les Anglo-saxons qui l'ont fait prisonnier. On ne peut que mesurer le décalage quand il détaille ses conditions dures de détention rendue plus douce par la présence d'un « vieux domestique » : « nous étions cependant obligés, sans égard pour l'âge ou pour la personne, de faire la corvée de nettoyage, c'est-à-dire balayer nos chambres. Un capitaine de corvette a bien voulu me dispenser de cette tâche (...) »²⁶.

Mais le plus important est que c'est bien l'anticommunisme qui a guidé son parcours de sa prise du pouvoir : « Je ne voulais pas appartenir à ce cabinet en tant que ministre de la Guerre ; je gardai cependant le commandement de notre jeune armée, après qu'on m'eût assuré qu'elle ne serait pas entraînée, en aucun cas, dans des discussions politiques. Mon seul désir étant de libérer la Hongrie, à l'aide de cette armée, de la terreur des communistes, dont les méfaits et les cruautés augmentaient de plus belle. L'épuration nécessaire devait être notre œuvre, et non celle des puissances étrangères²⁷. » à la période de la guerre. Et qui lui permet de continuer après : « Les journaux américains parlaient à peine de la Hongrie ; il aurait été en effet désagréable de relater la conduite inhumaine de la soldatesque communiste dont les horreurs soutenaient la comparaison avec celles des camps de concentration qui remplissaient alors tous les journaux²⁸. » Et de perpétuer la lutte après la guerre, assurant une continuité qui porte encore aujourd'hui ses effets : « La Hongrie est un pays occupé, gouverné par des étrangers, ce qu'il faut interpréter dans le sens le plus strict du terme, car presque tous les ministres communistes sont également des citoyens soviétiques²⁹. »

1 Mémoires de l'amiral Horthy. Régent de Hongrie, Paris, Hachette, (1954), 287 p.

2 Voir L'Ère des empires : 1875-1914, Paris, Hachette, 1997 et L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle 1914-1991, Le Monde diplomatique - Éditions Complexe, 1999.

3 P.13.

4 P.14.

5 Voir « "Mon Combat" d'Adolf Hitler, une autobiographie... » in Aide-mémoire n°20 de Janvier-mars 2002 et « "Mon Combat" d'Adolf Hitler, un programme... » in Aide-mémoire n°21 d'avril-juin 2002.

6 P.79.

7 Voir sur la Roumanie « Le bilan du nationalisme » in Aide-mémoire n°39 de janvier-mars 2007 et surtout « La spiritualité au cœur de la doctrine » in Aide-mémoire n°61 de juillet-septembre 2012.

8 Pp.108-109.

9 P.183.

10 P.248.

11 P.175.

12 P.182.

13 P.220.

14 P.234.

15 Voir « Antisémisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in Aide-mémoire n°63 de janvier-mars 2013.

16 P.87.

17 P.91.

18 P.106.

19 P.92.

20 P.185.

21 P.240.

22 Sur ces nuances, voir « De l'inégalité à la monarchie » in Aide-mémoire n°33 de juillet-septembre 2005 et « De la nuance entre droite radicale et extrême droite » in Aide-mémoire n°77 de juillet-septembre 2016.

23 Voir « Un nationalisme religieux : le Portugal de Salazar » in Aide-mémoire n°24 d'avril-juin 2003.

24 Pp.280-281.

25 Voir « L'extrême droite n'a jamais cessé d'exister » in Aide-mémoire n°32 d'avril-juin 2005 et « 1945 ne marque pas la fin des dictatures d'extrême droite en Europe » in Aide-mémoire n°69 de juillet-septembre 2014.

26 P.274.

27 P.97.

28 P.271.

29 P.284.



LA PREMIÈRE
SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes
Aiseau-Présles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Boleoil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaufontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Lierneux, Limbourg, Lincen, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohéy, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sily, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot de la Présidente

Par Dominique Dauby

À l'heure où sont écrites ces lignes, le premier tour des présidentielles françaises n'a pas encore eu lieu et la perspective d'une victoire de l'extrême droite n'est plus une fiction.

En Belgique, l'extrême droite francophone n'émerge pas (encore ?) quand les dérapages (contrôlés ?) de la NVA nous autorisent à la qualifier au moins de droite extrême et que le Vlaams Belang reste bien vivant.

L'impression que l'heure est plus grave encore qu'en 1994, date de création des Territoires de la Mémoire, est tenace. Et avec elle, se pose forcément la question lancinante du sens et de la pertinence de notre engagement dans le travail de mémoire. Travail et non pas devoir. Car il ne suffit pas que la mémoire des camps et des génocides ayant marqué l'Europe soit une mémoire partagée. En effet, si même nous ne vivons pas une simple répétition des années trente, le racisme et le nationalisme se déploient dans des proportions que nous ne pouvons plus ignorer, notamment parce qu'ils ne sont plus l'apanage des seuls partis d'extrême droite. Un simple devoir de mémoire nous priverait d'une indispensable articulation au présent et des engagements qu'elle suppose. De la plus grande exposition à la plus petite animation en Maison de jeunes, tout fait eau au moulin de notre combat : éduquer, rencontrer, témoigner, partager et questionner, dénoncer sans relâche les dizaines de milliers de morts/es en Méditerranée. D'où venons-nous pour supporter cela ? Quelle mémoire nous reste-t-il à travailler ?

Nous avons, en Europe, d'autres racines de violence, de mépris et de haine que les camps et les génocides, des racines

profondément enfouies dans notre histoire coloniale et dans l'histoire, qui lui est intimement liée, de notre développement économique.

Que savons-nous vraiment, qu'enseignons-nous vraiment de l'exploitation de l'esclavage dans l'accumulation des richesses du monde occidental ? Que savons-nous vraiment, qu'enseignons-nous vraiment des humiliations, de l'absence de droits des peuples colonisés ? Est-ce mépris, cette absence de mémoire qui nous autorise à accepter l'inacceptable ? Cette infinité de cadavres ? Serait-ce l'idéologie du marché, ce tabou absolu, cette « religion politique de notre temps » comme l'écrit Enzo Traverso¹, qui nous fait considérer comme perte aussi regrettable qu'inévitable, ces vies humaines qui comptent moins encore que ne comptaient les esclaves indispensables à la machine économique de l'époque, et qu'il fallait donc garder « exploitables » ?

Le travail de mémoire entamé en 1994 garde tout son sens, toute sa pertinence. Il se poursuit, questionnant notre rapport à d'autres racines pour que dans notre société, toutes et tous puissent prendre part au monde qui vient et dont les contours nous sont encore partiellement méconnus. ●●

¹ Enzo TRAVERSO, *Les nouveaux visages du fascisme*, Textuel, 2017.



Une réaction ? Un commentaire ?
Une proposition d'article ?

La revue *Aide-mémoire* est également la vôtre !

Écrivez-nous :
editions@territoires-memoire.be



Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :

- La revue *Aide-Mémoire* à votre domicile
- L'entrée gratuite à l'exposition *Plus jamais ça !*
- Tarif réduit pour les activités de La Cité Mirail

Versez 10 € (5 € pour étudiant) sur le compte **BE14 0682 4315 5583**
Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Philippe Marchal, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.
Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.
• ISSN 1377-7831